



ÉCOMUSÉES ET MUSÉES DE SOCIÉTÉS

FONCTIONNEMENT, ACTIONS
ET DYNAMIQUES

enquête Ocim-Fems
données 2017

Conception, animation, étude et analyse :

Marjolaine Basmadjian, chargée d'animation du réseau et des projets, Fem
Marie-Pierre Baudier, chargée d'études, Ocim
Samuel Cordier, directeur, Ocim
Ewa Maczek, directrice par intérim, Ocim

Textes :

Marjolaine Basmadjian, chargée d'animation du réseau et des projets, Fem
Marie-Pierre Baudier, chargée d'études, Ocim
Céline Chanas, présidente, Fem
Ewa Maczek, directrice par intérim, Ocim

Comité de suivi :

Céline Chanas, présidente, Fem
Béatrix Goeneutte, trésorière, Fem
Jean-Marc Thenoux, secrétaire, Fem

Conception graphique et mise en page :

Fabien Lacaille, chargé de valorisation, Ocim

Réalisation :

Office de Coopération et d'Information Muséales
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
Université de Bourgogne
© Ocim, 2019

Ocim - Université de Bourgogne
36 rue Chabot-Charny - 21000 Dijon
03 80 58 98 50 - ocim@u-bourgogne.fr
www.ocim.fr

Fems
1 esplanade du J4 - CS 10351 - 13213 Marseille - cedex 02
04 84 35 14 87 - contact@fems.asso.fr
www.fems.asso.fr



*la Fem reçoit le soutien
du ministère de la Culture*

Écomusées et musées de société

Fonctionnement, actions
et dynamiques

Enquête Ocim-Fems
données 2017

Observatoire de l'Ocim

SOMMAIRE

DONNÉES CLÉS DES ÉCOMUSÉES ET MUSÉES DE SOCIÉTÉ 2017 **7**

AVANT-PROPOS **9**

FOCUS FEMS

| | |
|--|-----------|
| ENTREVUE AVEC CÉLINE CHANAS, PRÉSIDENTE DE LA FEMS | 10 |
| PETITE HISTOIRE D'UNE FÉDÉRATION DEVENUE GRANDE | 14 |
| LA FEMS EN QUELQUES DATES CLÉS | 17 |
| LES DIFFÉRENTS PRÉSIDENTS | 18 |
| LES RENCONTRES ORGANISÉES | 19 |
| LES PUBLICATIONS | 20 |
| BIBLIOGRAPHIE – HISTOIRE | 20 |
| CARTOGRAPHIE DES ADHÉRENTS 2017 | 21 |

SIGLES ET ACRONYMES **22**

INTRODUCTION DE L'ENQUÊTE **23**

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE **25**

A. STRUCTURE **27**

| | |
|--|-----------|
| A.1. Familles | 27 |
| A.2. Qualification | 28 |
| A.3. Statut de la structure | 29 |
| A.4. Musée de France | 30 |
| A.5. Labellisations/Bâtiments/Parcs et jardins | 30 |

B. FONCTIONNEMENT **35**

| | |
|----------------------------|-----------|
| B.1. Direction | 35 |
| B.2. Personnels | 36 |
| B.3. Services mutualisés | 38 |
| B.4. Services externalisés | 39 |
| B.5. Budget | 40 |
| B.5. Financeurs | 41 |

| | |
|--|-----------|
| C. ACTIONS POUR ET AVEC LES PUBLICS | 42 |
| C.1. Expositions | 42 |
| C.2. Actions | 42 |
| C.3. Outils pour la visite et la médiation | 44 |
| C.4. Ateliers participatifs | 45 |
| C.5. Activités de production et de vente | 46 |
| C.6. Fréquentation | 47 |
| D. COLLECTIONS | 49 |
| D.1. Patrimoine matériel | 49 |
| D.2. Patrimoine immatériel | 51 |
| D.3. Inventaire/récolelement des collections | 51 |
| D.4. Actions sur les collections | 52 |
| D.5. Recherche/Publications | 53 |
| E. RÉSEAUX ET DYNAMIQUES COLLABORATIVES | 56 |
| E.1. Activités en ligne | 56 |
| E.2. Diffusion et communication de contenus | 57 |
| E.3. Réseaux professionnels | 58 |
| E.4. Partenariats | 60 |
| E.5. Appels à projets | 61 |
| CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES | 62 |

DONNÉES CLÉS DES ÉCOMUSÉES ET MUSÉES DE SOCIÉTÉ 2017

STRUCTURATION (N=90)

92

répondants

(dont 2 réponses non exploitées pour cause de fermeture prolongée) comprenant des centres d'interprétations, des écomusées, de musées de société, des musées de sciences et techniques, etc. comme témoins de l'évolution de l'homme et de la société

60

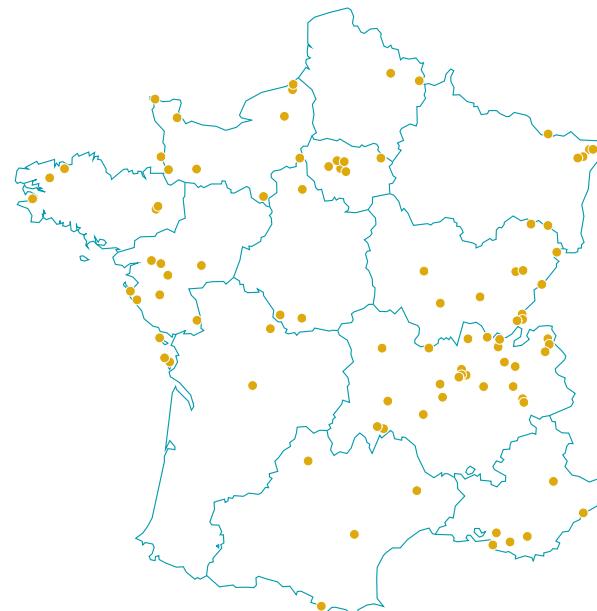
Musées de France

18

acteurs associatifs

72

acteurs publics



669 / 209 / 559

ETP

postes de soutien*

bénévoles

1,5 millions

visiteurs (n=85)

* apprentis, saisonniers, services civiques,
stagiaires rémunérés et vacataires

COLLECTIONS (N=90)

73%

anthropologie-ethnologie

41%

fonds documentaires

97%

possèdent
du patrimoine immatériel

50%

collectent
des témoignages

ACTIONS ET DYNAMIQUES (N=88)

PUBLICS ET EXPOSITIONS

154

expositions temporaires
par an (n=72)

97%

proposent des actions
de médiation (n=87)

PARTENARIATS

95%

ont conduit au moins
un partenariat
au cours de l'année :

77%

avec des associations

56%

avec des artistes

PRODUCTEURS D'ARTISANAT

30%

sont des producteurs
d'artisanat et d'objets
issus de l'industrie

AVANT-PROPOS

La présente étude « Écomusées et musées de société » est le résultat d'un partenariat entre la Fems – Fédération des écomusées et des musées de société – et l'Ocim-ub – Office de coopération et d'informations muséales-université de Bourgogne. Pour la première fois, ces deux organismes s'associent pour mener ensemble une étude sur cette famille d'acteurs. Ce travail fait suite à la Journée d'études « Quelle gouvernance pour les musées ? » co-organisée par l'Ocim et la Fems en novembre 2018 à Paris.

Dans le cadre d'une démarche de co-conception, les deux partenaires conçoivent, mènent et analysent les données pour une meilleure perception de cette famille au sein du large paysage de la culture scientifique, technique et industrielle.

Presque 50 ans après la création du premier écomusée en France et quelques années après la remise du rapport « Musées du XXI^e siècle »* au ministère de la Culture, il apparaît crucial de questionner ce que représente aujourd'hui la démarche écomuséale. L'étude 2017 se présente sous la forme d'un panorama actualisé des chiffres des écomusées et des musées de société et permet de mieux percevoir les missions et enjeux actuels de ces acteurs.

Présentée à l'occasion des 16^{es} Rencontres professionnelles de la Fems à Grenoble en mars 2019 et disponible sur les sites de la Fems et de l'Ocim, l'enquête constitue un outil d'appréciation d'indicateurs dont peuvent s'emparer les structures sondées et les partenaires de ces structures.

L'Ocim tient à remercier la Fems pour cette collaboration, le Comité de suivi, composé de professionnels du réseau Fems, ainsi que l'ensemble des contributeurs de l'enquête pour leur aide précieuse dans la compréhension de ces structures.

* Rapport de Jacqueline Eidelman, responsable de la mission et coordinatrice d'un comité de pilotage composé de 20 personnalités du monde des musées, dont les objectifs étaient d'identifier les enjeux des musées pour les prochaines décennies et de proposer les axes directeurs d'une évolution de son modèle. Le rapport a été remis le 2 mars 2017 au musée des Beaux-Arts de Lyon.

Sources : <http://www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Rapports/Rapport-de-la-mission-Musees-du-XXIe-siecle>

ENTREVUE

avec Céline Chanas, présidente de la Fems

1. La Fems vient de fêter ses 30 ans, en quelques mots/phrases quels sont pour vous les moments clés de ce réseau d'acteurs ?

S'il fallait résumer en quelques mots et dates l'histoire de la Fédération des écomusées et des musées de société, je retiendrais pour ma part 4 grandes périodes, marquantes de l'histoire du réseau : sa gestation, sa création, son développement, les « crises » ou périodes de relégitimation permanente.

Pour un jeune professionnel, qui arrive aujourd'hui dans le domaine des musées, cette histoire, c'est presque de l'histoire ancienne ! Peu en ont connu les acteurs et les initiateurs, qui sont partis en retraite dans les années précédentes. En tant que Présidente, je me sens donc le devoir de contribuer à rassembler des éléments de cette mémoire pour la transmettre aux professionnels actuels et à venir. Et c'est urgent !

Il s'agit aussi bien d'organiser et sauvegarder les archives papier que de procéder à une collecte de mémoire orale auprès des témoins et acteurs de cette histoire.

La gestation, je la relie bien évidemment à l'invention de la notion d'écomusée dans les années 1960, et à un lieu emblématique, l'écomusée du Creusot, ainsi qu'à deux personnalités, Georges Henri Rivière et Hugues de Varine. La création, c'est le colloque de l'Isle d'Abeau en 1986 et le dépôt des statuts de la Fédération en 1989.

Le développement, je l'associe à la période, où moi-même en tant que jeune professionnelle de musée, au début des années 2000, j'ai pris connaissance de l'existence du réseau ; j'ai alors suivi mes « mentors » en musées, Jean Guibal et Jean-Claude Duclos au musée dauphinois, qui m'ont insufflé ce goût pour la muséologie novatrice des musées de société, leur manière de relier histoire et temps présent, culture matérielle et immatérielle. Je ne les ai plus quittés depuis.

2016-2017 est aussi un moment important dans l'histoire de la Fédération : c'est celui de la reconnaissance institutionnelle, sans contestation possible, de la légitimité de notre action. C'est l'année de la remise et publication du rapport « Musées du XXI^e siècle » par le ministère de la Culture, qui préconise une évolution des missions et postures des musées, dont la plupart sont inspirées de la philosophie et valeurs des musées de société.

2. Aujourd'hui, dans une période de mutation pour les institutions muséales voire plus généralement culturelles, que défend la Fems ? Quel est le sens d'une organisation en réseau ?

La Fems défend avant tout des valeurs, des positions éthiques et déontologiques.

Ses valeurs sont celles de l'ouverture, du partage et de l'entraide, de la citoyenneté et d'un développement durable et équilibré des territoires et du socle constitué par la mémoire de ces mêmes territoires. Ce sont des valeurs, relevant de l'économie sociale et solidaire. Cette raison d'être, la Fems la porte depuis sa création, et il n'y a aucune raison d'en changer. Le monde actuel, les bouleversements sociaux, économiques, climatiques nous prouvent que cet engagement et ce militantisme sont encore et toujours plus nécessaires.

Appliqué au monde des musées et du patrimoine, cela signifie tout simplement que l'être humain a besoin de savoir d'où il vient, pour penser son avenir.

Quant au réseau, sa force, c'est tout simplement l'esprit de solidarité et la communauté de valeurs, qui nous réunit. Les écomusées et musées de société sont plus forts dans l'union et le partage plutôt que dans le travail solitaire : c'est ce message que portent nos référents régionaux par leur travail de proximité dans les régions. Ensemble, on peut s'inspirer, coopérer, se soutenir, grandir, mutualiser, innover...

3. À quelles difficultés sont confrontés vos membres ? Comment les soutenir ?

Les difficultés de nos membres ne sont pas toujours simples à connaître. On les entraperçoit au détour d'un message, un appel à l'aide ou à conseil, à l'occasion de l'appel à cotisation annuel et la demande d'une réduction exceptionnelle de cotisation... ou même à la lecture de la presse qui fait état de tel ou tel écomusée en difficulté.

Les principales difficultés sont aujourd'hui économiques et financières, passagères ou structurelles. Certaines sont aussi liées à la gouvernance, avec l'évolution des structures juridiques des écomusées et musées de société. Le rapport entre structures publiques et associatives s'est aujourd'hui inversé : ce sont souvent les périodes de transition, de changement qui sont complexes à gérer, mais aussi l'incertitude et la non-prise de décision ou de ligne claire sur le sens du projet.

Nos moyens d'intervention sont eux limités : c'est essentiellement dans l'accompagnement et le conseil que nous nous positionnons. Nous pouvons aussi mettre en œuvre des audits d'expertise ou de repositionnement, cela relève de nos compétences et champ d'intervention. Notre rôle de représentation nous amène aussi à sensibiliser les acteurs institutionnels, notamment le ministère de la Culture, aux problématiques de terrain, qu'ignore souvent l'administration centrale.

4. La Fems représente une diversité d'acteurs qui ne s'identifient pas seulement comme des écomusées et des musées société mais également comme des musées de sciences, centres d'interprétation, musées de plein air.... C'est une richesse incontestable. Par ailleurs, pour l'Ocim, le réseau Fems avec ses membres est également acteur œuvrant dans le champ du PCSTI. Qu'en pensez-vous ?

Sur ce point, je me situe dans la droite ligne de mes prédecesseurs, qui ont milité pour une philosophie d'ouverture. Ainsi, pour citer quelques exemples, c'est en 1991 que la Fédération s'ouvre aux musées du patrimoine technique, industriel, d'anthropologie, et d'art et traditions populaires pour devenir la Fédération des écomusées et des musées de société. Clairement, c'est une approche qui croise sciences humaines, culture matérielle et immatérielle et sciences « dures ».

En 2004, elle s'ouvre aux musées de synthèse, centres d'interprétation et toute autre institution de valorisation patrimoniale à but non lucratif ayant l'homme et le territoire pour objet quel que soit leur statut ou leur situation (existants ou en préfiguration).

Ainsi, nous avons des adhérents dans le réseau qui ont l'appellation Musée de France ou non, mais aussi une diversité d'acteurs, depuis des musées régionaux de synthèse, comme le musée de Bretagne ou dauphinois, jusqu'à des centres d'interprétation, comme la Maison de la Banlieue et de l'Architecture à Athis-Mons ou un tout nouvel adhérent, le musée de la Résistance – écomusée du Morvan, qui est un musée associatif.

Dans ma conception personnelle de la notion de musée de société, je suis partisane de prolonger cette ouverture vers le réseau des muséums et des musées d'art et d'histoire. De nombreuses structures, je pense notamment au musée d'art et d'histoire de Saint-Brieuc, encore non adhérent, sont clairement des musées de société dans leur projet actuel. Ils auraient toute leur place dans notre réseau. La réflexion est ouverte aussi vers les musées d'archéologie. De même, la culture scientifique et technique se tourne de plus en plus vers une approche plurielle, intégrant l'homme et la société dans ses préoccupations. En témoignent certaines institutions du réseau des CCSTI qui intègrent l'angle « sociétés » dans leur projet ou même leur dénomination : je pense notamment aux évolutions récentes des muséums d'Orléans, Bordeaux, Grenoble ou Nancy. Finalement, ce qui me semble le plus important, c'est de trouver les bons modes de coopération et d'échanges, et en cela, l'Ocim est un maillon indispensable de cette mise en réseau, par ses formations, journées d'études...

5. L'enquête confirme de forts liens entre vos institutions et le territoire ? Comment ces institutions inscrivent-elles les enjeux de la société actuelle dans leurs programmations et notamment lors des différentes festivités ou événementiels ? Quelle place est faite aux arts et traditions populaires ?

Pour ma part, je n'utilise pas dans ma pratique professionnelle le terme « d'arts et traditions populaires », sans doute parce que je le trouve daté, suranné ou qu'il me ramène irrémédiablement vers le musée national des Arts et Traditions populaires et son funeste destin. Cependant dans la pratique, ces aspects sont incontournables, je préfère pour ma part le terme de « culture matérielle ». Comment construisons-nous nos actions ? En étant à l'écoute des besoins du territoire, des communautés et habitants qui l'occupent, y travaillent, s'y installent. Contribuer à donner aussi les clés de lecture d'un territoire en déconstruisant les stéréotypes, en donnant toute sa part à une analyse critique et scientifique me semble aussi une mission fondamentale que nous avons à mener, notamment en direction des populations les plus jeunes ou les plus fragilisées. C'est dans cet esprit que nous travaillons avec la Fédération des Parcs naturels régionaux de France avec laquelle nous souhaitons encore plus renforcer les liens.

Ainsi, si l'on regarde les programmations d'exposition temporaire de nos adhérents, la plupart s'intéressent à de grands sujets de société actuels : les phénomènes migratoires, les enjeux de santé publique, le sport, la place des femmes dans la société, l'homme et l'animal, l'urbanisme et les mutations des villes... l'action culturelle et éducative qui y est associée prolonge le propos, et le met en questionnement dans des formes multiples, conférences, ateliers, spectacles...

6. Comment interprétez-vous la place des bénévoles dans vos institutions membres ? Cela témoigne d'un engagement citoyen pour vous, mais est-ce une force ?

La place des bénévoles est plus que jamais indispensable au sein de nos institutions membres. Toute la difficulté consiste à renouveler le vivier des personnes engagées mais aussi à trouver le bon équilibre entre les professionnels et les bénévoles, bref à définir le sens de cet engagement et ses contours opérationnels.

Dans le monde culturel français, la place des bénévoles a souvent été regardée avec suspicion, voire cela a entraîné de nombreuses difficultés, car ce fonctionnement, contrairement à celui du monde anglo-saxon n'est pas inhérent à notre culture.

Pourtant, je l'interprète pour ma part comme extrêmement positif, gagnant-gagnant.

Dans les musées associatifs, la place des bénévoles est à plusieurs niveaux : dans la gouvernance, mais aussi dans l'action opérationnelle. De plus en plus de musées publics réfléchissent aussi à intégrer la place des bénévoles dans leurs programmes : cela passe parfois, comme au musée de Bretagne, par une redéfinition du partenariat engagé avec l'association des amis de musées. Alors qu'ils étaient traditionnellement cantonnés dans des activités de soutien aux acquisitions, organisaient des conférences ou voyages culturels, de nouvelles formes de coopération se tissent depuis plus de 6 ans, qui touchent au scientifique, à la documentation, à la conservation préventive, à l'événementiel... Le port-musée de Douarnenez, avec le projet « Marins à l'ancre », a mis en place un programme très

inclusif, permettant aux habitants et à une association bénévole d'impulser des actions de collecte de mémoire, débouchant au final sur une exposition. La muséologie participative fait partie intégrante du concept d'écomusée, mais elle évolue au fil du temps, elle rejoint aujourd'hui l'approche des droits culturels, qui a été inscrite dans la loi LCAP de 2016.

L'important réside dans l'accompagnement et la formation, la définition des rôles des uns et des autres, la compréhension des besoins respectifs. Le respect et la bienveillance sont aussi un pré-requis en termes de posture. En période de contrainte sur l'emploi public, cet engagement citoyen et désintéressé constitue une force pour nos institutions.

7. Les citoyens locaux contribuent à la vie des musées, à vos programmations et aux collectes d'objets-témoins. Quels sont les objets dans vos institutions, de nature matérielle ou immatérielle, qui sont les plus collectés ? Comment sont-ils mis en valeur ensuite ? Pour vous de quels nouveaux enjeux sont-ils témoins ?

Cette question est une vraie colle ! Il n'existe pas aujourd'hui de panorama des acquisitions, collecte, dons et achats, mené par les musées de société à l'échelle nationale. Ce serait pourtant le rôle du ministère de la Culture de consolider ces données et de mener une politique incitative d'open data culturel, qui permettrait de connaître et diffuser ce patrimoine.

La Fems a sans doute à progresser sur ce plan là et le numérique est un levier encore sous-exploité pour y parvenir. Deux exemples récents seront aussi des projets à amplifier pour les années à venir. Avec l'appui du musée national de l'Histoire de l'Immigration a été initié un premier atelier lors de nos rencontres professionnelles de Grenoble pour caractériser ce que pouvait être un patrimoine de l'immigration et le recenser. Cet atelier a suscité beaucoup d'intérêt chez nos adhérents, et nous allons poursuivre ce travail de mise en réseau, qui vise tout à la fois à faire monter en compétence nos adhérents sur ces objets, à partager des retours d'expériences de structures pionnières (musée dauphinois, musée d'Histoire de Nantes...) et à donner de la prospective et réflexivité à ce type d'axe d'acquisition.

Le 2^e exemple concerne la mise en réseau des collections autour du patrimoine du sport : le musée national du Sport, à Nice, un de nos adhérents, sera chef de file pour identifier dans les collections muséales ce patrimoine et le diffuser. Cela passera sans doute par une exposition ou base de données en ligne, la Fédération y contribuera. On se rend compte que musée réel et musée virtuel, loin de s'opposer se complètent ! Lorsqu'un musée publie ses collections, elles sont alors plus visibles, cela incite les chercheurs ou particuliers à se les réapproprier, voire à mieux les documenter. Les autres musées du réseau y voient aussi une opportunité de les connaître, et peut-être de les emprunter pour un futur projet !

8. Les acteurs membres ont des liens avec la recherche pour mener des études, des collectes etc. Lors de la journée Fems « Hériter de Georges Henri Rivière » en janvier dernier, une posture a été évoquée, celle de « musée-laboratoire ». Pour vous, cette notion de Georges Henri Rivière est-elle toujours d'actualité pour parler de vos institutions ?

Grand adepte du musée laboratoire, Georges Henri Rivière a été un précurseur dans de nombreux domaines qui continuent à être d'une grande actualité pour les professionnels : bien entendu, la muséographie et la scénographie ; la transdisciplinarité et la multiplicité des approches, avec l'ouverture sur l'art contemporain, les sciences...

Le musée-laboratoire, c'est aussi la capacité à réinventer l'institution, à se donner des horizons possibles, des défis. J'ai été très marqué à la fin de mes études par l'exposition « La différence », faite alors par trois musées, comme un défi, une expérience muséologique. Trois grands musées, références en muséographie, le musée dauphinois, le musée d'Ethnographie de Neuchâtel et le musée de la Civilisation de Québec s'attelaient à traiter d'un sujet, comme d'un exercice de style. J'avais trouvé cette expérience extraordinaire.

Le musée-laboratoire, c'est aussi pour moi le travail mené avec les publics, l'amélioration de l'expérience-utilisateur, et donc *in fine* l'évaluation. C'est se dire, « oui, tout n'était peut-être pas parfait, nous avons expérimenté des usages, en fonction d'objectifs que nous nous étions fixés. Y sommes-nous parvenus ? » En cela, la collaboration avec les chercheurs en sciences de l'information et de la communication est capitale et doit être encouragée.

9. Quelles sont des nouvelles actions et perspectives pour vos membres et au sein de leurs structures respectives ?

Les perspectives de nombre d'entre nous touchent à deux grands domaines, me semble-t-il :

- les expositions ;
- le virage numérique.

Le sujet des expositions touche quasiment tous nos adhérents, et au-delà intéresse potentiellement l'entièreté du monde muséal. En effet, le musée se définit comme une institution qui expose et présente au public des œuvres, objets, artefacts... Depuis de nombreuses années, nos structures vivent au rythme d'un renouvellement des expositions, qualifiées de temporaires, quand les expositions permanentes, souvent immuables vieillissent. Cette bipolarisation est parfois source de difficultés, elle questionne dans un contexte de raréfaction des ressources financières ou de recherche de durabilité.

Aussi, nous avons choisi de retenir cette thématique des expositions comme un sujet fort pour nos prochaines rencontres professionnelles qui se tiendront à Bordeaux au printemps 2020.

La thématique du numérique est un sujet que nous avons déjà abordé lors des rencontres professionnelles de 2018,

pourtant il est loin d'être épuisé et mérite un chantier permanent. Pour un réseau, le numérique est tout simplement vital pour exister, partager des informations, les faire circuler, s'entraider. Pourtant, il suppose de l'animation, de la formation, bref du temps. Parmi nos chantiers, nous espérons pouvoir mieux faire vivre et animer notre plateforme numérique, pour qu'elle soit un véritable outil approprié par les adhérents.

10. Et alors quels sont les nouveaux chantiers et défis pour la Fems en tant que réseau professionnel ?

En tant que réseau, la Fédération doit être à l'écoute de ses adhérents : après cette étude, menée avec l'Ocim, et les premiers éléments d'information recueillis, elle va prendre le temps de questionner plus avant ses adhérents, sur leurs besoins, leurs problématiques, leur donner toujours plus de visibilité. Ce travail permettra d'élaborer les bases de notre futur projet fédératif, que nous voulons coopératif, construit sur les besoins réels de nos membres, qui sont en évolution.

L'autre grand chantier consiste à travailler des formes de coopération avec d'autres réseaux, à l'échelle nationale et internationale, en premier lieu l'Icom.

11. La Fems est une communauté des professionnel·le·s avec une forte culture de partage et de réflexivité. Quels sont les défis que vous percevez dans le paysage muséal français, et plus généralement dans l'espace francophone et au niveau international ?

L'un des défis du paysage muséal français, c'est de parvenir à dépasser le cadre théorique et la philosophie de notre raison d'être, et que l'on retrouve dans les belles ambitions du rapport « Musées du XXI^e siècle » pour atteindre une forme de pragmatisme et de pouvoir d'agir.

Il s'agit aussi de penser notre singularité dans un contexte d'évolution des structures culturelles, d'hybridations, de veiller aux rapprochements avec d'autres, qui partagent comme nous les mêmes problématiques. Les questions de gouvernance, rapports de domination seront centrales pour l'avenir. On le pressent dans les débats et polémiques naissantes à propos d'une possible redéfinition du musée, ou dans le débat lié aux questions des restitutions de collection. Derrière cela, il s'agit aussi de convaincre les forces politiques et économiques de notre pays que la culture et les musées ne sont pas une « cerise sur le gâteau », mais bien une nécessité qui contribue à construire une société éduquée, progressiste, apaisée.

La fédération des écomusées et des musées de société

PETITE HISTOIRE D'UNE FÉDÉRATION DEVENUE GRANDE

par Céline Chanas et Marjolaine Basmadjian

La Fédération des écomusées et des musées de société est un réseau d'établissements patrimoniaux innovants à but non lucratif, impliqués dans l'économie sociale et solidaire et le développement local. Le réseau fédère des structures plaçant l'homme et le territoire au centre de leur projet et s'intéressant aux faits de société tels que l'évolution du monde rural, les cultures urbaines, la recomposition des territoires, le développement durable...

Née en 1989 de l'initiative de 28 structures fondatrices, la Fédération a fêté ses 30 ans en 2019 et comprend près de 120 adhérents, représentant 180 structures patrimoniales réparties en France et à l'étranger.

Une gestation en lien avec l'évolution du paysage muséal

L'apparition des écomusées est étroitement liée aux transformations de la société française des années 1960-70 et s'insère dans le vaste mouvement international de remise en cause du musée classique. Ils naissent sous l'impulsion de Georges Henri Rivière, co-fondateur de l'Icom et initiateur de son concept et d'Hugues de Varine qui en invente le terme. Les écomusées résultent d'une dynamique volontaire de développement, conjuguant équité sociale, efficacité économique et gestion prudente de l'environnement^a. Les écomusées trouvent leurs caractéristiques dans le rapport qu'entretiennent les hommes avec leur milieu dans l'espace-temps et impliquent la participation active de la population. Pour Georges Henri Rivière l'écomusée est « un miroir où une population se regarde, pour s'y reconnaître, où elle cherche l'explication du territoire auquel elle est attachée, jointe à celle des populations qui l'ont précédée, dans la continuité ou discontinuité de l'histoire »^b.

La notion d'écomusée est établie par le Conseil international des musées en 1971 et une charte en fixe les objectifs et les spécificités depuis le 4 mars 1981. Le concept d'écomusée se répand et la création d'une Fédération, en capacité de communiquer et de défendre les intérêts de ces musées émergeants, fait l'objet d'un atelier lors du colloque de

l'Isle d'Abeau en 1986. Il faudra cependant attendre 1989 pour que l'association se constitue autour de 28 écomusées fondateurs (déclaration de l'association le 12 janvier 1989). Elle se nomme dans un premier temps : « Écomusées en France », Philippe Mairot en est le président fondateur.

C'est une fédération qui entend donner toute leur place à ces nouveaux types de musées, qui connaissent un développement fort, tout en étant insuffisamment reconnus, voire totalement ignorés par les tutelles et notamment la direction des musées de France au sein du ministère de la Culture.

30 ans d'actions au service de l'Homme, sa relation aux territoires et au temps

La Fondation Crédit Coopératif constitue l'élément déclencheur : Jean-Bernard Gins, secrétaire général de cette fondation créée en 1984, repère ces initiatives issues de l'éducation populaire et propose alors aux écomusées de les aider à participer au salon international des musées et des expositions (Sime). L'association y organise l'exposition des écomusées. Un stand et une plaquette collective affirment l'existence d'un patrimoine ethnologique, historique, scientifique et technique méconnu. Au-delà du succès populaire, la reconnaissance de la communauté professionnelle et scientifique est recherchée.

^a. Écomusées et musées de société : pour quoi faire ?, actes du colloque de la Fems, Besançon, 2002, p.69
^b. Définition évolutive, GHR 1980

La Fems concentre d'abord son action sur des sujets qui relèvent autant du symbolique que de l'opérationnel : ainsi, elle milite auprès du ministère de la Culture et de la jeune École Nationale du Patrimoine pour que l'ethnologie soit prise en compte dans le concours de conservateur. Elle publie également l'ouvrage « *Territoires de la mémoire, les collections ethnologiques des écomusées* ». Le livre, placé sous la direction de Marc Augé, est préfacé par Isaac Chiva, postfacé par Claude Lévi-Strauss.

L'exposition, tirée de la campagne photographique fait le tour de France. La démarche artistique des photographes croisée avec les textes de référence en ethnologie va imposer la Fédération comme référent sur le patrimoine ethnologique. Elle contribue également à une prise de conscience des élus et des collectivités sur la richesse de ce patrimoine.

Le temps de l'ouverture et du développement

Au début des années 1990, la Fems opère une ouverture stratégique des écomusées aux musées de société. À cet effet, les nominations de Jacques Sallois à la direction des musées de France et d'Edwige Fleury à la mission du patrimoine ethnologique constituent un tournant déterminant. Le ministère de la Culture, conscient de l'enjeu nouveau des musées de société trouve dans la Fédération un interlocuteur privilégié.

Le colloque national, intitulé « Musées et société » qui se tient à Mulhouse en juin 1991 s'inscrit dans cette nouvelle dynamique. Il acte qu'un renouvellement des pratiques muséologiques est en cours. Le terme de « musée de société » fait son apparition à côté du terme « écomusée ». En 1992, l'association *Écomusées en France* devient donc la *Fédération des écomusées et des musées de société*. La force politique qu'elle représente nécessite de nouveaux besoins, la constitution d'une équipe permanente est décidée. Elle a pour mission de mettre en œuvre les décisions du conseil d'administration et de maintenir des liens constants avec le réseau qui se développe rapidement.

Dès 1993, la Fédération s'érite en organisme de formation professionnelle et propose des programmes à destination de l'ensemble des personnels de musées. De la connaissance des publics à la conception d'outils de communication en passant par la gestion d'une boutique, la Fédération mise sur la mutualisation des compétences pour soutenir l'action de ses musées et lutter contre l'isolement professionnel.

En 1998, la Fédération est la première organisation culturelle à signer un accord-cadre pour le développement des emplois jeunes. Cela entraîne une « régénération » importante dans les structures adhérentes dont certaines étaient fondées essentiellement sur du bénévolat et contribue également à renforcer la professionnalisation. Au même moment, la Fédération s'implique en collaboration étroite avec la direction des musées de France dans un projet de grande ampleur concernant l'informatisation des collections.

Un réseau de convictions et d'engagements

Au début des années 2000, la Fems va asseoir sa raison d'être et affirmer son engagement politique. La circulaire sur les associations va lui donner l'occasion de plaider pour une parité entre les musées publics et les musées associatifs à but non lucratif qui composent pour moitié le réseau de la Fédération. Un programme triennal reconductible visant à obtenir la signature du ministère de la Culture pour une convention sur la durée va être engagé ainsi que la recherche d'un nouveau mécénat pour donner de l'ampleur à la politique de communication du réseau. Le projet européen DEPART financé par le Fond social européen sur un programme Equal, est mené avec 6 autres associations nationales. Au-delà des connaissances produites, ce projet a permis d'engager des actions collectives visant le maintien des emplois dans des structures patrimoniales fragiles.

En réponse au discours sur la crise des écomusées, le colloque international « Des écomusées et des musées de société pour quoi faire ? » est organisé. La Fems amorce également une ouverture majeure vers le tourisme afin de désenclaver la Fédération du seul domaine de la culture : elle devient dépositaire de la marque Qualité tourisme en 2009, et accompagne les structures adhérentes par des expertises et formations dans les domaines de l'accueil, la création de boutiques. Un rapprochement entre le réseau et ses adhérents est recherché afin de les accompagner au mieux dans les changements nombreux (la loi sur les musées de France de 2002, les lois de décentralisation, l'élaboration de leur projet scientifique et culturel etc). Durant cette période, la Fems a acquis une solide reconnaissance des institutions nationales et développé un axe international.

Crises et relégitimation

À partir des années 2010, les évolutions des politiques culturelles en France imposent une réorganisation de la Fédération. En effet, la décentralisation, qui fragilise les réseaux nationaux, la crise économique et son corollaire la baisse des subventions publiques, renforcent l'attraction du local. La région Franche-Comté, partenaire historique de la Fems, ne peut poursuivre son soutien et il s'agit alors pour la Fédération de retrouver des moyens de financement pour ses actions. Depuis ce moment, l'action de la Fédération repose sur un seul poste permanent et sur le militantisme des membres actifs. Une réflexion sur les missions, objectifs et financements de la Fems est alors entreprise, elle aboutit à :

- la signature d'une convention de partenariat avec le Mucem en 2013 ;
- l'accession à des locaux, nouveau siège social, au sein de cette structure au Fort Saint-Jean à Marseille ;
- la rédaction d'un nouveau projet fédératif en 2015 ;
- la publication du rapport « Musées du XXI^e siècle ».

En mars 2017, la présentation par la ministre de la Culture des conclusions du rapport de la mission « Musées du XXI^e siècle » lancée en mai 2016, trace des pistes pour que se dessine « *un musée ouvert aux jeunes générations, un musée qui s'adresse à toute la diversité des publics, un musée plus collaboratif et plus accueillant, un musée en prise avec la société* » : tels sont les mots qu'emploient alors le communiqué officiel, qui semble s'inspirer de la définition de l'écomusée et du musée de société, créée 50 ans plus tôt. Avec cet acte fort, la légitimité d'action de la Fédération est plus que jamais reconnue ; surtout, elle a montré que ses

initiatives étaient visionnaires et prospectives, tournées vers le futur et non vers une forme de nostalgie passée à laquelle certains détracteurs ont voulu la cantonner.

Pour l'avenir, il importe à présent que la Fédération creuse ce sillon, celui d'un musée ouvert, citoyen, inclusif, hybride, durable, fidèle à ses valeurs et sa raison d'être. Les enjeux à venir seront pluriels et visent aussi bien le renforcement de la visibilité du réseau, en France et à l'international, que l'accompagnement de nos adhérents dans leurs projets et leurs problématiques d'actions.

LA FEMS EN QUELQUES DATES CLÉS

1989

- Création de l'association « Écomusées en France » pour promouvoir les écomusées auprès du grand public.

1990

- Création d'une plaquette collective, du logo et du slogan « En avant la mémoire » dans le cadre de la tenue du stand des écomusées au Salon international des musées et des expositions (Sime).

1991

- Le ministère de la Culture organise à Mulhouse le colloque « Musées et société » qui a pour objectif de faire reconnaître les musées d e société.

1992

- Ouverture de la Fédération aux musées du patrimoine technique, industriel, d'anthropologie, et d'art et traditions populaires pour devenir : la Fédération des écomusées et musées de société (Fems).

1993

- La Fems devient un organisme de formation professionnelle et dispense sa 1^e formation à Clermont-Ferrand sur la protection et le développement du patrimoine.

1995

- 1^e Mission d'expertise sur les boutiques de musées.

2001

- Grande enquête sur la recherche dans les écomusées avec le soutien de la mission Ethnologie.
- La Fems se dote d'un pôle formation et expertise qui lui permet d'organiser des actions de formation à destination des membres de son réseau et d'intervenir en prestation de service pour des réseaux partenaires et des collectivités publiques.

2002

- L'enquête sur la recherche donne lieu au projet « Portethno » (portail des ressources en ethnologie de la France).

2004

- Ouverture du réseau aux musées de synthèse, centres d'interprétation et toute autre institution de valorisation patrimoniale à but non lucratif ayant l'homme et le territoire pour objet quel que soit leur statut ou leur situation (existants ou en préfiguration).

- 2005** • Le CA de la Fems acte le développement des activités de services.

2008

- La Fems organise les 1^{ers} « trophées de l'innovation patrimoniale » en partenariat avec le crédit coopératif, la région Franche-Comté et la Fondation du patrimoine.
- Lancement de l'e-boutique www.madeinmusees.com

2009

- La Fems devient déléataire de la marque Qualité Tourisme.

2010

- Contribution de la Fédération au livre blanc de l'AGCCPF 2010.

2011-2012

- La Fems lance un projet qui vise à recenser le patrimoine immatériel qui aboutira à la conception d'une exposition grâce à la réalisation de plusieurs reportages photos.

2012

- Réalisation d'une exposition virtuelle « Le Développement Durable et vous ? »

2013

- Inauguration de l'exposition itinérante sur le patrimoine immatériel : « Sortez des clichés ! » dans le cadre des 10 ans de la ratification de la convention de l'Unesco sur le patrimoine culturel immatériel.
- Signature d'une convention de partenariat avec le Mucem.

2014

- Grande enquête auprès des adhérents du réseau afin de redéfinir le projet fédératif pour mieux répondre à leurs besoins. Un séminaire de travail est organisé à l'écomusée du Creusot afin d'élaborer le nouveau projet fédératif.
- Mise en ligne de l'exposition sur le patrimoine immatériel : « Sortez des clichés ! »

2015

- Refonte du projet fédératif de la Fems.
- Changement de domiciliation de la Fems qui s'installe à Marseille au sein du Mucem.
- Restructuration territoriale du réseau de la Fems par la mise en place de référents régionaux représentant un maillon intermédiaire entre l'échelon local et le niveau national.

2016

- Participation active de la Fems aux réflexions de la mission « Musées du XXI^e siècle ».

2017

- Mise en place de l'itinérance de l'exposition sur le patrimoine immatériel : « Sortez des clichés ! »

2018

- Création et lancement de la nouvelle plateforme numérique collaborative ainsi que les réseaux sociaux.

LES DIFFÉRENTS PRÉSIDENTS DE LA FEMS

1989-1995

Philippe Mairot, conservateur-directeur des Musées des Techniques et Cultures Comtoises (MTCC) est le président fondateur. Il va diriger la Fédération comme un « super musée de société » palliant l'absence d'un grand musée national de société. Il oriente la Fédération dans des actions groupées de conception et de mise en œuvre de productions culturelles communes. Les expositions Territoires de la mémoire, comme La dentellière et le chirurgien, en 1996, feront partie de ces chantiers de mise en commun de la recherche des collections et de la muséographie.

1995-1999

Jean-Bernard Gins, ancien secrétaire général de la Fondation Crédit Coopératif est élu président en 1995. Il va mener un travail de conviction pour une reconnaissance égale des musées de société et des musées de beaux-arts. Il poursuit l'ouverture tout en cherchant à impliquer de grandes structures muséographiques, comme le Musée national des Arts et Traditions populaires qui adhère en 1996. Il oriente la Fédération dans la mise en place de services et la professionnalisation du réseau. Sous son mandat sont engagés quatre chantiers majeurs pour la Fédération :

- la boutique de musée ;
- le projet pilote « Informatisation des inventaires » ;
- la signature de l'accord-cadre Nouveaux services-Emplois jeunes ;
- musée et service public.

1999-2002

Marc Goujard, directeur de l'écomusée de l'Avesnois à Fourmies-Trélon est élu président en 1999. Il va entreprendre un travail de consolidation et de pérennisation politique et financière. Il oriente la Fédération dans les logiques de développement territorial et de décloisonnement institutionnel par une ouverture au tourisme. Sous son mandat la Fédération s'implique dans :

- le projet de loi Musée de France ;
- le projet de loi sur l'Établissement public de coopération culturelle ;
- le Conseil national du tourisme ;
- la Conférence permanente du tourisme rural.

2002-2003

Laurent Girousse, directeur du musée des Maisons comtoises est élu président en novembre 2002. Il exercera cette fonction jusqu'en mars 2003.

2003-2011

Julie Guiyot-Corteville, conservatrice-directrice du musée de la Ville à Saint-Quentin-en-Yvelines est élue en 2003. Elle va impulser une nouvelle dynamique et engager la régénération de la Fédération. Elle renforce les liens avec les adhérents, poursuit le développement en ouvrant le réseau aux centres d'interprétation. Elle encourage les jeunes professionnels à siéger au conseil d'administration. Elle oriente la Fédération dans une logique de coopération soutenue avec les autres réseaux patrimoniaux et place le renouvellement muséographique des musées de société au centre du débat fédératif. Sous son mandat la Fédération s'implique dans :

- Icom France ;
- le plan Qualité Tourisme ;
- le programme européen Equal/DEPART.

2011-2012

Marc Casteignau, directeur du musée de Marquèze est élu en 2011 dans un contexte politique et institutionnel en évolution. Face à une crise financière et un réseau d'adhérents fragilisé, il va orienter la Fems vers une restructuration de proximité. Sous son mandat la Fems commence à travailler à la mise en place d'un réseau de référents régionaux et amorce un rapprochement avec le Mucem qui marque la fin d'un projet et le début d'une nouvelle ère pour la Fems.

2013-2017

Alexandre Delarge, conservateur de l'écomusée du Val de Bièvre est élu en 2013. Le projet original de la Fems étant arrivé à son terme, il poursuit le travail de réflexion sur l'évolution des musées et donc de la Fédération et de ses adhérents. Sous son mandat se concrétise la convention d'objectifs et de missions partagées avec le Mucem et surtout l'écriture d'un nouveau projet fédératif pour 2015-2020.

Depuis juin 2017

Céline Chanas, directrice du musée de Bretagne-Champs Libres est élue en 2017. Elle concentre son action sur l'animation du réseau et la mise en œuvre des actions définies par le nouveau projet fédératif dont certaines vont voir le jour en 2018 comme par exemple la nouvelle plateforme numérique. Il s'agit également d'affirmer l'expertise de la Fems pour construire le musée du XXI^e siècle.

LES RENCONTRES ORGANISÉES PAR LA FEMS

1993

1^{re} manifestation organisée par la Fems : Une journée d'étude nationale à Besançon sur le thème : *Quelles formations pour les conservateurs des musées de société ?*

2002

Organisation d'un colloque international à Besançon par la Fédération sur le thème : *Écomusées et musées de société : pour quoi faire ?*

2004

1^{res} Rencontres professionnelles à Roubaix - Fourmies – Lewarde en partenariat avec l'écomusée de l'Avesnois et le Centre historique minier : *Politique urbaine : investir le patrimoine et créer des lieux culturels pour demain.*

2005

2^{es} Rencontres professionnelles à Nancy- Siersthal en partenariat avec le musée de l'histoire du fer de Nancy-Jarville et le Simserhof : *Intercommunalité et coopérations territoriales / Tourisme culturel : quelles valorisations de la mémoire ?*

2006

3^{es} Rencontres professionnelles à Nice – Puget-Rostand – Puget-Théniers en partenariat avec l'écomusée du pays de la Roudoule : *Écomusées et musées de société entre rupture et continuité.*

2007

4^{es} Rencontres professionnelles à Grenoble en partenariat avec le musée Dauphinois et l'Observatoire des politiques culturelles : *Patrimoines prétextes, patrimoines complexes.*

2008

5^{es} Rencontres professionnelles à Sabres en partenariat avec la Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux de France (FNPNR) et l'écomusée de la grande Lande : *Évolution – ré-évolution. Parcs naturels régionaux, écomusées, musées de société et centres d'interprétation, ensemble face aux enjeux culturels des territoires.*

2009

6^{es} Rencontres professionnelles à Besançon : *La médiation vers une culture partagée.*

2010

7^{es} Rencontres professionnelles à Nantes : *Villes, territoires, musées : échelles.*

2011

8^{es} Rencontres professionnelles à Dunkerque : *Le patrimoine culturel immatériel : entre patrimoine muséologique et territoire de projet.*

2012

9^{es} Rencontres professionnelles à Lyon : *Tourisme culturel, quoi de neuf pour les musées.*

2013

10^{es} Rencontres professionnelles à Bayonne : *Collecte du contemporain.*

2014

11^{es} Rencontres professionnelles à Montluçon et Riom : *Les musées de société : du repli vers l'ouverture.*

2015

12^{es} Rencontres professionnelles à Marseille : *La participation, avenir des musées de société ?*

2016

13^{es} Rencontres professionnelles à Rennes : *Quand le musée sort de ses murs.*

2017

14^{es} Rencontres professionnelles à Strasbourg : *Le musée citoyen.*

2018

15^{es} Rencontres professionnelles en Normandie : *Le musée digital.*

2019

16^{es} Rencontres professionnelles à Grenoble : *Réseaux de la culture et culture du réseau.*

LES PUBLICATIONS DE LA FEMS

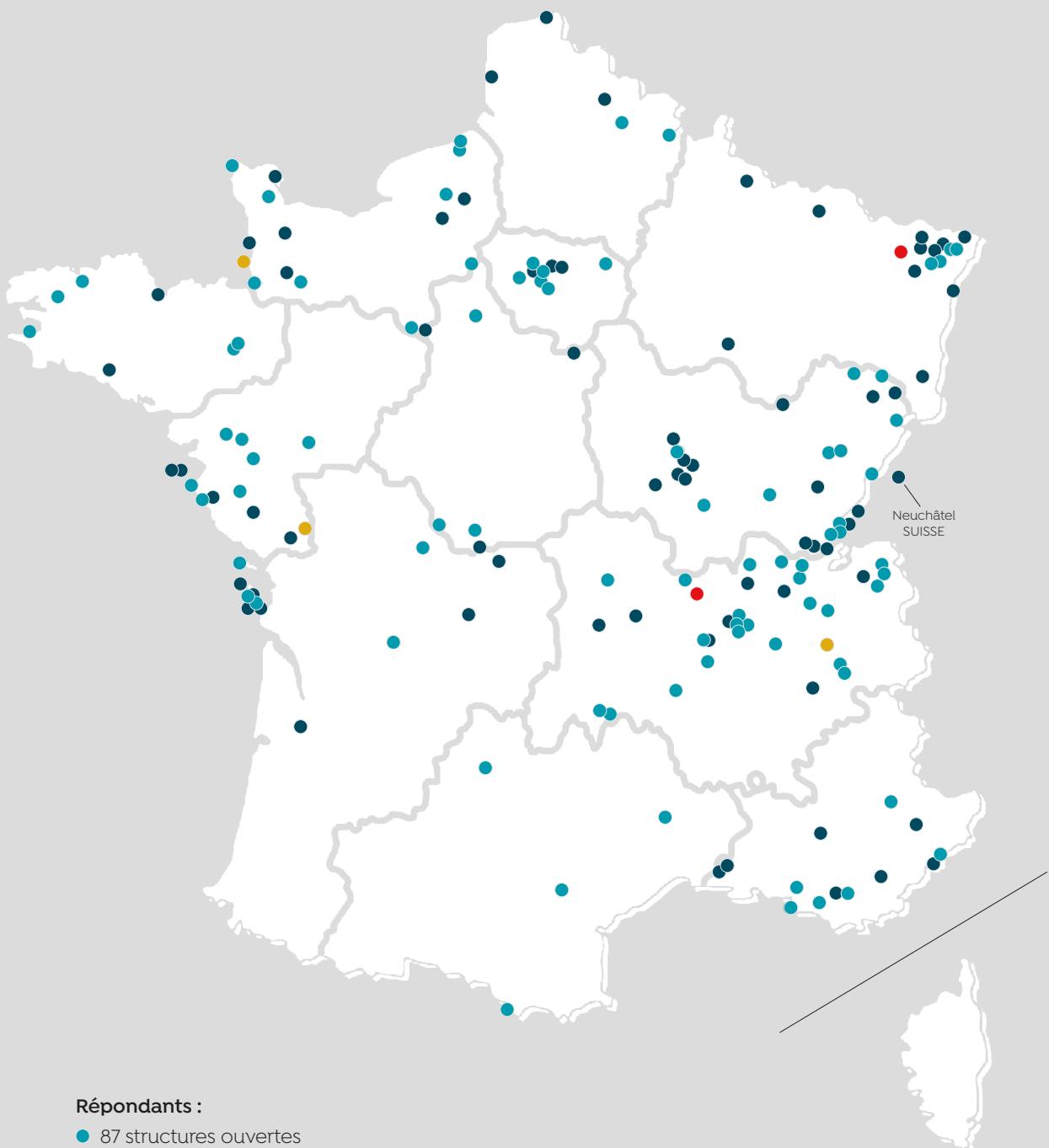
- *Le Musée participatif. L'ambition des écomusées*, sous la direction d'Alexandre Delarge, La Documentation française, 2018.
- *Que reste-t-il du présent ? Collecter le contemporain dans les musées de société*. Coédition Musée Basque et de l'Histoire de Bayonne et Société des Amis du Musée Basque, 2012.
- *Le rôle social des musées. Agir ensemble et créer des solidarités*. Coédition Ocim et Fems, 2011.
- *Boutiques de sites culturels. Guide du gestionnaire*. Guide de savoir-faire n°25 – Odit France, 2008.
- *Transmission, Trans-missions. Écomusées et musées de société : rupture et continuité*. Actes des Rencontres professionnelles, 2006.
- *Patrimoine et territoires : organiser de nouvelles coopérations. L'exemple des écomusées et des musées de société*. Collection « jeunes auteurs » n°9 – Source, 2006.
- *Manuel pratique d'informatisation. Des collections à la base de données*. Daniel Brochu – Somogy Éditions d'Art, 2004.
- *Écomusées et musées de société pour quoi faire ? Actes du colloque*, 2002.
- *Écomusées et musées de société au service du développement local, utopie ou réalité ? Collection « jeunes auteurs » n°3 – Source, 1991*.
- *Territoires de la mémoire. Les collections du patrimoine ethnologique dans les écomusées*. Sous la direction de Marc Augé – Éditions de l'Albaron, 1992.

BIBLIOGRAPHIE – HISTOIRE DE LA FEMS

- Actes des premières rencontres nationales des écomusées : en avant la mémoire, L'Isle d'Abeau, 13 et 14 novembre 1986, Écomusées en France, 1987.
- Convention de partenariat entre la Fédération des écomusées et des musées de société et la fondation crédit coopératif.
- *Charte des écomusées*, 4 mars 1981, Ministre de la Culture et de la Communication.
- Écomusées « En avant la mémoire », plaquette réalisée par l'association Écomusées en France, 1990.
- Image de l'écomusée, *Museum* n° 148, Vol XXXVII, n° 4, 1985.
- *La muséologie selon GHR*, 1980.
- « L'avenir des musées associatifs » et contribution aux rencontres professionnelles de la Fems 2006, textes de Marc Goujard
- L'écomusée : rêve ou réalité, sous la direction d'André Desvallées, *Publics et Musées*, n°17–18, 2000
- Le livre blanc des musées de France, association Générale des Conservateurs des Collections Publiques de France (AGCCPF) in *Musées & collections publiques de France*, n° 260 (2011)
- *Musées et sociétés*, actes du colloque musées et sociétés, Mulhouse, 1991. Paris DMF, 1993
- « Nous nous sommes tant aimés » Synthèse rédigée par Julie Corteville. Propos et réflexions de Philippe Mairot, Jean-Bernard Gins, Marc Goujard, Julie Corteville
- Projet Fédératif de la Fems 2015–2020
- *Territoire de la mémoire. Les collections du patrimoine ethnologique dans les écomusées*, sous la direction de Marc Augé, postface de Claude Lévi-Strauss, Thonon-les-Bains, Éditions de l'Albaron/Fédération des écomusées et des musées de société, 1992.

CARTOGRAPHIE DES ADHÉRENTS FEMS 2017

(RÉPONDANTS ET NON RÉPONDANTS ; N = 172)



Répondants :

- 87 structures ouvertes
 - dont 1 structure à Montréal (Québec)
- 3 structures en travaux
- 2 structures fermées de longue durée,
non prises en compte

Non répondants :

- 80 autres membres de la Fems

LA RÉUNION

GUYANE

SIGLES ET ACRONYMES

ADT : Alsace destination tourisme
AEPM : Association européenne des Musées de l'Imprimerie
Afma : Association française des Musées d'Agriculture
Aima : Association internationale des Musées d'Agriculture
Amap : Association pour le Maintien d'une Agriculture paysanne
APHP : Assistance publique – Hôpitaux de Paris
APSMRC : Association des Personnels scientifiques des Musées de la Région Centre
BNF : Bibliothèque nationale de France
CDA : Centre de Développement de l'Agroécologie
CDD : Contrat à Durée déterminée
CDI : Contrat à Durée Indéterminée
Cieta : Centre international d'Étude des Textiles anciens
Cifre : Convention industrielle de Formation par la Recherche
CPIE : Centre permanent d'Initiative pour l'Environnement
DSI : Direction des Systèmes d'Information
EPA : Établissement public à Caractère administratif
EPCC : Établissement public de Coopération culturelle
EPIC : Établissement public à Caractère industriel et commercial
ETP : Emploi Temps plein
Fems : Fédération des Écomusées et des Musées de société
FFAM : Fédération française d'Aéro-modélisme
FFFH : Fédération française des Fêtes et Spectacles historiques
FNE : France Nature Environnement
GIP : Groupement d'Intérêt public
Icom : International Council of Museums
INP : Institut national du Patrimoine
Inrap : Institut national de Recherches archéologiques préventives
MMCC : Musées et Mémoriaux des Conflits contemporains
MTCC : Musée des Techniques et Cultures comtoises
OBNL : Organisation à but non lucratif
PCI : Patrimoine culturel immatériel
Rémut : Réseau national des Musées et Collections techniques
RH : Ressources humaines
Unat : Union nationale des Associations de Tourisme de Plein air
Unesco : Organisation des Nations-unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

N = : nombre de répondants

n = : nombre de réponses dans une catégorie spécifique

INTRODUCTION DE L'ENQUÊTE

Contexte. Les écomusées et les musées de société portent depuis leur création dans les années 1970, les valeurs de la nouvelle muséologie imaginées et mises en œuvre par Hugues de Varine et Georges Henri Rivière. Traces d'un tournant important de la muséologie, ces institutions se sont peu à peu mobilisées et fédérées en créant en 1989 le réseau Fems. Les premières missions du réseau consistent alors à renforcer la visibilité de ces structures qui placent l'homme, le territoire et les patrimoines au centre de leur projet et à les asseoir professionnellement au regard des institutions.

L'enquête menée intervient dans le but de présenter un bilan quantitatif de la situation des écomusées et des musées de société telle que déclarée par les membres de la Fems en 2017, en termes de structuration, d'actions et de dynamiques.

Établissements cibles. L'écomusée tel que défini par Hugues de Varine en 1971 est une « institution muséale qui associe, au développement durable d'une communauté, la conservation, la présentation et l'explication d'un patrimoine naturel et culturel détenu par cette même communauté, représentatif d'un milieu de vie et de travail, sur un territoire donné, ainsi que la recherche qui y est attachée »¹.

La notion de musée de société apparaît plus tard en France, suite au colloque fondateur de Mulhouse en 1991 qui consacre l'entrée sur la scène muséographique des musées de société². Elle est une « catégorie de musées [...] plutôt englobante, des écomusées, des musées de plein air, des musées d'histoire ou d'ethnographie, des *Heimatmuseen*, ainsi que des musées thématiques ».

Cette notion élargie aux « musées dont les thématiques explorent le passé et le présent de nos sociétés contemporaines. »³ reste difficile à saisir tant les appellations qui constituent les potentiels candidats à cette définition sont nombreuses.

Pour se préserver de choix arbitraires, l'étude se concentre sur les structures qui se reconnaissent comme telles au point de contribuer au réseau qui reflète leurs valeurs, leur raison d'être, au moment de sa mise en œuvre en 2017. Pour cette raison, l'enquête s'adresse exclusivement aux membres adhérents de la Fems, principale instance qui permet de mettre en réseau ces musées, la fédération intègre ses membres après un processus de demande d'adhésion suivi d'une évaluation de la conformité du demandeur aux valeurs du réseau et à un référentiel qualitatif.

Cette étude peut paraître restrictive, car le musée de société repose sur une définition par essence évolutive, au point que certains estiment que tout musée, qui se pense dans le temps présent et son rapport aux personnes est *de facto* un musée de société qui pourrait s'étendre à des musées très différents et évolutifs. Par conséquent, l'échantillon retient, selon les valeurs portées par la Fems, les « établissements patrimoniaux innovants, à but non lucratif, impliqués dans l'économie solidaire et le développement local ». Les structures du réseau placent l'homme et le territoire au centre de leur projet et s'intéressent aux faits de société tels que l'évolution du monde rural, les cultures urbaines, la recomposition des territoires, le développement durable, etc. Tenant compte de ce critère, un taux de réponse de 53 % a été obtenu parmi les adhérents de la Fems.

Mise en œuvre de l'étude. La mise en œuvre du questionnaire s'établit sur la coopération entre la Fems, l'Ocim et un Comité scientifique de suivi composé de professionnels des établissements concernés que l'Ocim met en place dans chaque étude de ce type.

1. André Desvallées, François Mairesse, *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, Armand Colin, 2011.

2. Éliane Barroso ; Emilia Vaillant ; France, Direction des musées. Musées et société : actes du colloque Mulhouse Uengersheim, juin 1991, Répertoire analytique des musées, bilans et projets, 1980-1993.

3. André Desvallées, François Mairesse, *Dictionnaire encyclopédique de muséologie*, Armand Colin, 2011.

Le traitement des données compile le savoir et savoir-faire de l’Ocim en termes de méthodologie d’observation et l’expertise de la Fems sur la famille de professionnels constituée par les écomusées et musées de société dont elle est le principal réseau.

À partir de la base de données des adhérents de la Fems 2017, les principaux axes définis permettent de dresser un portrait des institutions et leurs actions sont interrogées de manière à proposer une première base de lecture des structures dans leur globalité.

Portée de l’enquête. La présente étude vise plusieurs objectifs, le premier étant de réaliser un état des lieux de la famille étudiée. Elle permet à chaque acteur de la famille de se situer. Elle constitue aussi un outil d’appui pour la réflexion sur le renouvellement du projet fédératif de la Fems à l’horizon 2020. Elle permettra enfin d’identifier des pistes d’ouverture pour une démarche prospective.

Afin d’ouvrir les thèmes de réflexion et de questionner davantage les données de l’enquête, une rubrique « perspectives » organise les principales thématiques de manière problématisée afin de faire émerger des pistes de réflexion.

MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Périmètre. Le périmètre de cette étude est établi selon les critères de la Fems. Il totalise 172 établissements adhérents au réseau en 2017. Les structures sont « réparties sur l'ensemble du territoire national, en Guyane, à la Réunion, ainsi qu'au Québec et en Suisse. Le réseau fédère des structures existantes ou en préfiguration, de gestion publique ou associative »⁴. Il exclut les musées inactifs de longue durée.

Questionnaire. Le questionnaire comporte 80 questions, administrées en ligne auprès de 172 établissements. Le choix d'un questionnaire concis, dont les problématiques sont ciblées, permet d'optimiser le temps d'administration de l'enquête. Il se base sur un plan appliquée par l'Ocim à chaque famille d'acteurs, permettant de recueillir les principales informations sur leur fonctionnement, leurs actions et interactions avec la sphère partenariale. Les questions relatives aux spécificités des acteurs sont élaborées en coopération avec le Comité de suivi de l'enquête.

Recueil des données. Le recueil des données de cette étude est effectué en deux temps, par mail dans une première phase, puis par téléphone pour les relances. Il est réalisé auprès des structures présentes dans la base de données des adhérents 2017 de la Fems. Il s'établit du 31 octobre au 14 décembre 2018.

Répondants. Le nombre de répondants à la clôture de l'enquête s'élève à 92, dont 90 formulaires sont exploitables. On distingue en 2017, 9 écomusées ou réseaux d'établissements qui fonctionnent sous le même nom : Direction des musées départementaux de l'Ain (réseau 5 sites) ; Direction des musées d'Histoire de la ville de Lyon (réseau de 3 sites) ; Réseau du Grésivaudan (réseau de 2 sites) ; musées départementaux de la Manche (réseau de 5 sites) ; écomusée du Morvan ; Engrenages, réseau de musées et de sites patrimoniaux et industriels (ancien MTCC, réseau de 13 sites, dissolution du réseau en octobre 2018) ; Conservation des musées et expositions de sites du PNR des Vosges du Nord (réseau de 10 sites) ; Conservation des musées et des expositions (réseau de 7 sites) ; Réseau Oléron, nature & culture (réseau de 6 sites).

Parmi eux, chaque établissement a été considéré de manière à part entière, hormis l'écomusée du Morvan, considéré comme une seule structure pour son fonctionnement centralisé, bien qu'il compte 8 établissements.⁵

Traitement et analyse des données. Le traitement des données compile le savoir-faire de l'Ocim en termes de méthodologie d'observation et le regard professionnel de la Fems. Il résulte d'une coopération entre ces deux institutions. L'analyse des données est exclusivement quantitative et relève de l'observation. Le contexte historique peut donner lieu à des hypothèses sur les tendances perçues, l'objectif n'étant pas d'interpréter les données.

Cas particuliers. Les nombreuses rénovations observées dans le milieu muséal ces dernières années sont un phénomène qui concerne aussi les écomusées et les musées de société, dont trois structures de notre échantillon.

Trois musées sont fermés en 2017 pour travaux de rénovation : le Centre Minier de Faymoreau réouvert le 30 juin 2018 et le Musée Savoisien qui prévoit une réouverture en 2020. Le Musée d'Art et d'histoire de Granville (présent sur Facebook) est fermé depuis 2016. Les données de ces trois musées sont traitées pour les parties « structure » et

4. <http://fems.asso.fr/>

5. La Maison des Hommes et des Paysages ; le Musée de l'Élevage et du Charolais ; la Maison des Galvachers ; la Maison du Patrimoine oral de Bourgogne ; le Musée Vauban ; le Musée des Nourrices et de l'Assistance Publique ; La Maison du Seigle et le Musée de la Résistance.

« collections » mais ne sont pas prises en compte pour les parties « fonctionnement », « activités » et « dynamiques collaboratives ».

Par ailleurs, deux musées, l'écomusée du Haut-Beaujolais et le musée Régional de l'Alsace Bossue sont comptabilisés comme répondants, car ayant rempli le formulaire totalement, mais ceux-ci sont fermés pour une longue durée. Leurs données ne sont pas analysées car ils recensent trop peu d'activités sur la période 2017.

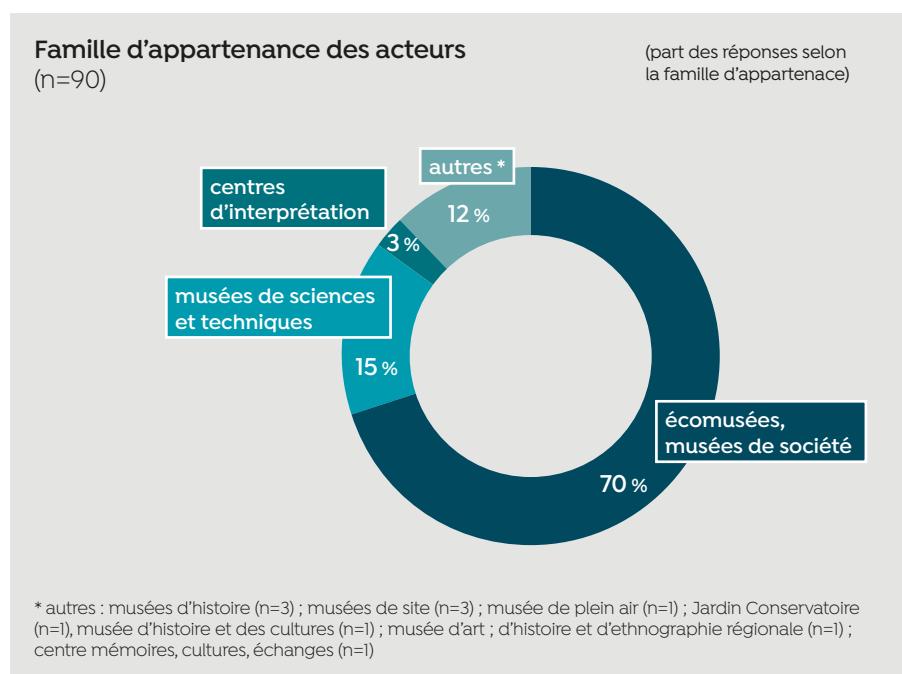
Néanmoins, l'écomusée du Haut-Beaujolais, totalement fermé depuis 4 ans, entame un travail sur un nouveau Projet scientifique et culturel (PSC) et envisage une réhabilitation avec réouverture de la structure à la clé qui lui permettra de figurer sur les futures enquêtes.

A. STRUCTURE

Dans cette partie, les réponses de 90 structures ont été prises en compte.

A.1. Familles

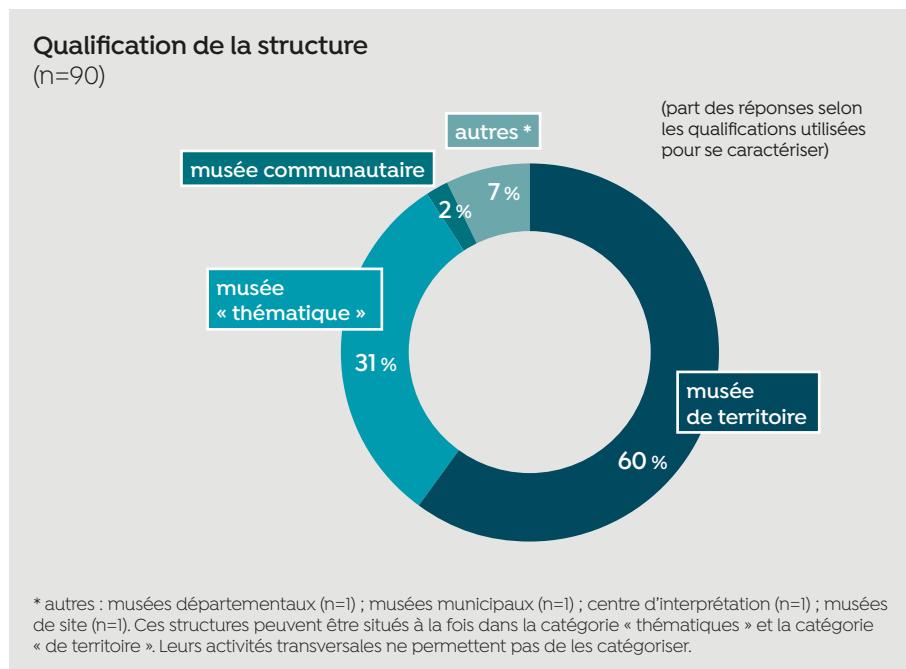
Parmi les 90 structures appartenant à la Fems ayant répondu, 88 % se définissent selon les trois familles d'acteurs proposées : écomusées et musées de société, musées de sciences et techniques et centres d'interprétation. 12 % se définissent autrement.



Les structures qui composent la Fems ayant répondu à l'enquête se considèrent en très grande majorité (70 %) comme des écomusées et des musées de société, ces termes recouvrant des réalités très larges et diverses. Toutefois, certaines structures ont souhaité préciser leur appartenance notamment lorsqu'il s'agissait de musée d'histoire, de musée de site ou de plein air, etc.

A.2. Qualification

Les 90 établissements se qualifient à partir de trois caractéristiques initialement identifiées par Hugues de Varine⁶ :



Une grande majorité des structures (60 %) se considèrent comme des musées « de territoire ». Ce qui apparaît assez représentatif du secteur car renouant avec les fondements théoriques et historiques énoncés entre autres par Georges Henri Rivière et Hugues de Varine. L'espace est le domaine d'intervention légitime de ces musées qui se donnent donc pour mission principale de questionner les patrimoines d'un territoire et de leurs communautés dans un processus global d'identification, de conservation, de valorisation et d'animation. L'homme y est interprété dans son milieu naturel et culturel.

Parmi ces structures, on distingue les musées municipaux ou musées de ville (musée de Charlieu, MUS - Musée d'histoire urbaine et sociale de Suresnes), les territoires naturels régionaux (écomusée du Morvan, musée de Cerdagne), les anciens territoires (écomusée du Perche), mais aussi des territoires sur lesquels l'activité économique et industrielle constitue un fort marqueur identitaire (musée de l'Automobile Henri-Malartre, musée industriel de la Corderie Vallois) ou marqués par des personnalités historiques (musée des Comtes de Provence).

La deuxième tranche se définit à plus de 30 % comme des musées « thématiques ». Ces derniers se concentrent sur quelques sujets précis jugés représentatifs. Ces thématiques particulières auxquelles ils se dédient sont souvent en lien avec une catégorie d'objet (Atelier-Musée du Chapeau), un domaine d'activité précis (musée de l'Imprimerie et de la Communication graphique, musée de l'Horlogerie et du Décolletage), un pan particulier des modes de vie de la population d'un territoire donné (écomusée de la Bresse Bourguignonne, Musée savoisien) ou encore liées à la sauvegarde des traces d'un patrimoine (industriel et naturel) mis à mal par les grands bouleversements sociaux et économiques (Institut pour la Forêt).

Il est intéressant de constater qu'il existe une frontière entre musées de territoires ou musées thématiques et la manière dont les structures se définissent. Ainsi, le musée de la Lunette situé à Morez dans le Jura se caractérise davantage comme un musée de territoire plutôt que

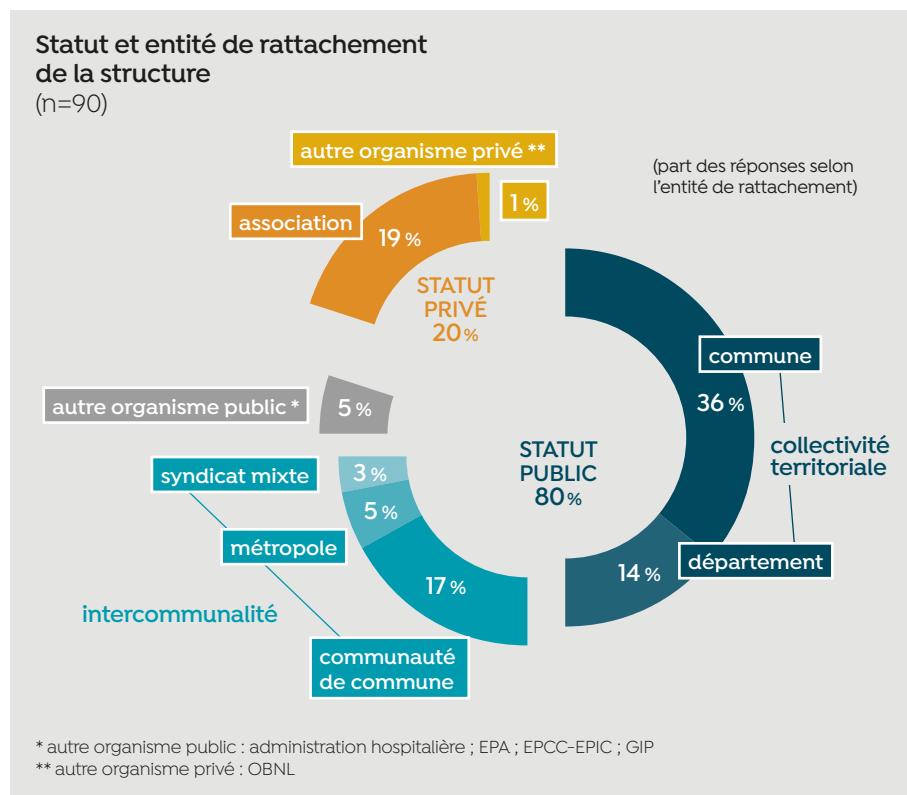
⁶. Un témoignage sur les écomusées en Europe et dans le monde depuis vingt ans, Hugues de Varine, 2003

thématique en lien avec l'impact que cette industrie a sur son territoire. Inversement, la ferme-musée du Cotentin, bien qu'intégrant la péninsule normande dans son intitulé se qualifiera davantage comme musée thématique aux vues des actions qu'elle mène.

Enfin, pour les deux structures se considérant comme des musées « communautaires », soit l'écomusée du Val de Bièvre et le Centre minier de Faymoreau, leur destination première est alors la population locale et sa participation.

A.3. Statut de la structure

80 % des structures ayant répondu à l'enquête sont de statut public et 20 % de statut privé. Dans le public, la majorité des structures dépend d'une commune et dans le privé d'une association ce qui répond au critère de non lucrativité qui est au cœur même de la définition de ce qu'est fondamentalement une institution muséale.



On remarque qu'un quart des répondants dépend d'intercommunalités et notamment des communautés de communes. Ce constat s'inscrit dans l'évolution générale de l'organisation administrative de la France. Les missions culturelles et territoriales des structures allant souvent au-delà du périmètre d'une seule commune, l'intercommunalité permet une meilleure inscription du musée sur son territoire de référence. Pour les musées, ce statut présente plusieurs intérêts en termes de mutualisation de charges et de ressources, mais aussi de stratégie territoriale.

Bien qu'encore minoritaires, de nouveaux statuts apparaissent tels que les EPCC (Écomusée de l'Avesnois) ou les GIP (Écomusée des Monts d'Arrée) dont l'objet est d'associer différents partenaires publics autour d'un projet commun.

Le mode de gouvernance suscite de nombreux questionnements et représente donc un enjeu de taille. Cela a d'ailleurs constitué l'objet d'une journée d'étude organisée par la Fems et l'Ocim en novembre 2018⁷, qui a permis de comparer les différents modèles et d'analyser leurs impacts sur les structures.

Les associations recoupent des structures diverses en termes de taille (de 0 à 13 salariés pour une moyenne de 5 salariés) « réguliers » (CDD et CDI) et aux caractéristiques multiples (écomusées, ateliers, maisons à thème, musées). Dans les structures dépendantes de communes, communautés de communes et de départements, la moyenne d'emplois est de respectivement 7,3, 4,2 et 5,7 salariés « réguliers ».

A.4. Musée de France



Les « Musées de France » sont des musées agréés par l'État et bénéficiant prioritairement de son aide, selon les termes de la loi du 4 janvier 2002. L'appellation « Musée de France » peut être accordée aux musées appartenant à l'État, à une autre personne morale de droit public ou à une personne de droit privé à but non lucratif. Ainsi est considérée comme « Musée de France », au sens de cette loi, « toute collection permanente composée de biens dont la conservation et la présentation revêtent un intérêt public et organisée en vue de la connaissance, de l'éducation et du plaisir du public » (Art. L. 410-1.). Le musée propriétaire d'une telle collection doit répondre en outre à des critères spécifiques pour obtenir cette appellation.

Parmi les structures qui n'ont pas cette appellation « Musée de France », on constate qu'il s'agit surtout de centres d'interprétation ou bien d'écomusées dont les spécificités et les principes d'organisation et de fonctionnement font qu'ils ne correspondent pas aux critères des musées de France. Par exemple, les écomusées ne constituent pas nécessairement des collections permanentes, ne sont pas toujours dirigés par un personnel scientifique, etc.

A.5. Labellisations/Bâtiments/Parcs et jardins

Labellisations

Un peu plus d'un tiers des structures indique n'avoir aucune labellisation. Les labels apportent visibilité et reconnaissance aux structures. Ils offrent par ailleurs un référentiel de travail puisque certains bénéficient d'une charte à laquelle doit se référer la structure qui peut lui permettre de trouver une certaine dynamique managériale.

Par ailleurs, trois structures sont en cours de labellisation Qualité Tourisme et une labellisation est non précisée. Il est spécifié par deux structures que, la direction des musées à laquelle est attaché le musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines (MumED) détient l'appellation « Ville et Pays d'art et d'histoire » et que le parc naturel régional du Jura (écomusée Maison Michaud) détient le label « Valeurs Parc ».

Au total, 44 structures détiennent une ou plusieurs labellisations, soit presque la moitié des structures enquêtées (voir détails sur les figures ci-après)

⁷. Quelle gouvernance pour les musées ? Cadre juridique, enjeux et perspectives. Journée d'étude co-organisée par la Fems et l'Ocim – 22 novembre 2018, Paris

Labels/marques détenus par les structures
(n=43 ; plusieurs réponses possibles par structure)



Il existe plusieurs labels spécifiques au domaine patrimonial. Les plus présents parmi les répondants à l'enquête sont les labels *Qualité Tourisme* et *Tourisme et Handicap*.

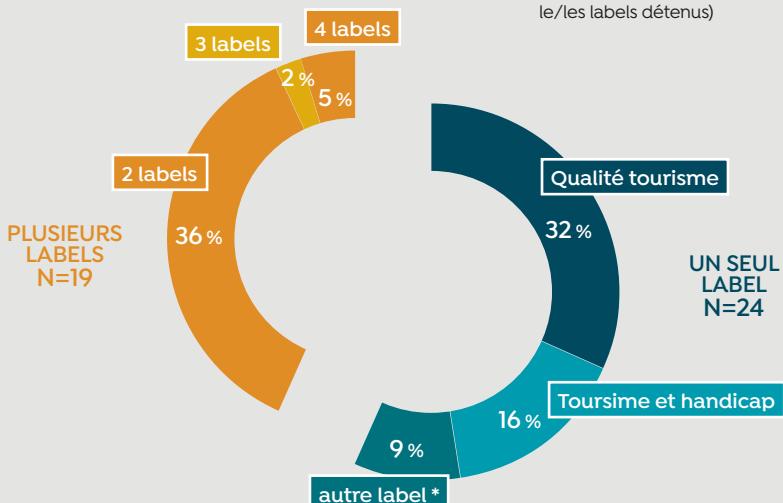
Le principal label détenu par les établissements (n=28) est la marque *Qualité Tourisme*. Le label *Qualité Tourisme* est émis par le ministère du Tourisme pour les lieux de visite qui constituent un atout communicationnel indéniable dans la promotion d'une offre et de l'attractivité d'un site. La Fems, qui est depuis 2009 partenaire de l'État dans le déploiement de cette marque, accompagne les établissements culturels dans le développement de leurs services et l'amélioration de leur qualité d'accueil.

Tourisme et Handicap est attribué en reconnaissance de l'adaptation d'un établissement à une déficience spécifique, selon une liste de critères définie. La marque apporte une garantie d'un accueil efficace et adapté aux besoins indispensables des personnes handicapées.

Cela montre l'importance pour les structures muséales des attentes liées aux retombées en termes de développement touristique et d'essor économique. Les musées sont en effet devenus

Nombre de labels, marques et appellations par structure
(n=43)

(part des réponses selon le/les labels détenus)



* autre label : Môm'Art (n=1) ; Pôle nature Charente maritime (n=1) ; Valeurs parc (n=1)

un point d'appui du développement touristique et ces marques leurs donnent un avantage concurrentiel.

La catégorie « autres » représente tout de même une partie importante des réponses. Cela démontre la multiplicité de ces labels qui reflètent les spécificités de chaque patrimoine et les singularités des structures et des territoires.

Cette superposition de labels, marques et appellations, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux sont en lien avec l'attrait touristique (*architecture de terre remarquable en Europe, tourisme qualité Vienne*). Ils sont aussi fortement liés à l'accueil des publics tels que le jeune public (*Môm'art* ; n=2) et le public familial (*Quali-famille* ; n=1).

Bâtiments

La totalité des structures répondantes a renseigné les caractéristiques des lieux dans lesquelles elles sont implantées. 28 identifient 2, 3 voire 4 lieux aux caractéristiques différentes sur un même site, correspondant majoritairement au(x) lieu(x) d'accueil et au(x) lieu(x) de visite.

Type de bâtiment

(n=90 ; plusieurs réponses possibles par structure)



34

bâtiment(s) historique(s)
(château, maison avec cachet...)



25

bâtiment(s) industriel(s)
(ateliers, forges, centres miniers...)



21

bâtiment(s) de + de 20 ans
destinés à l'accueil
de la structure



14

bâtiment(s) de - de 20 ans
destinés à l'accueil
de la structure



24

bâtiment(s) agricole(s)
(ferme, grange...)



2

maison d'illustre
(avec ou sans labellisation
« Maisons des illustres »)

8

autres *

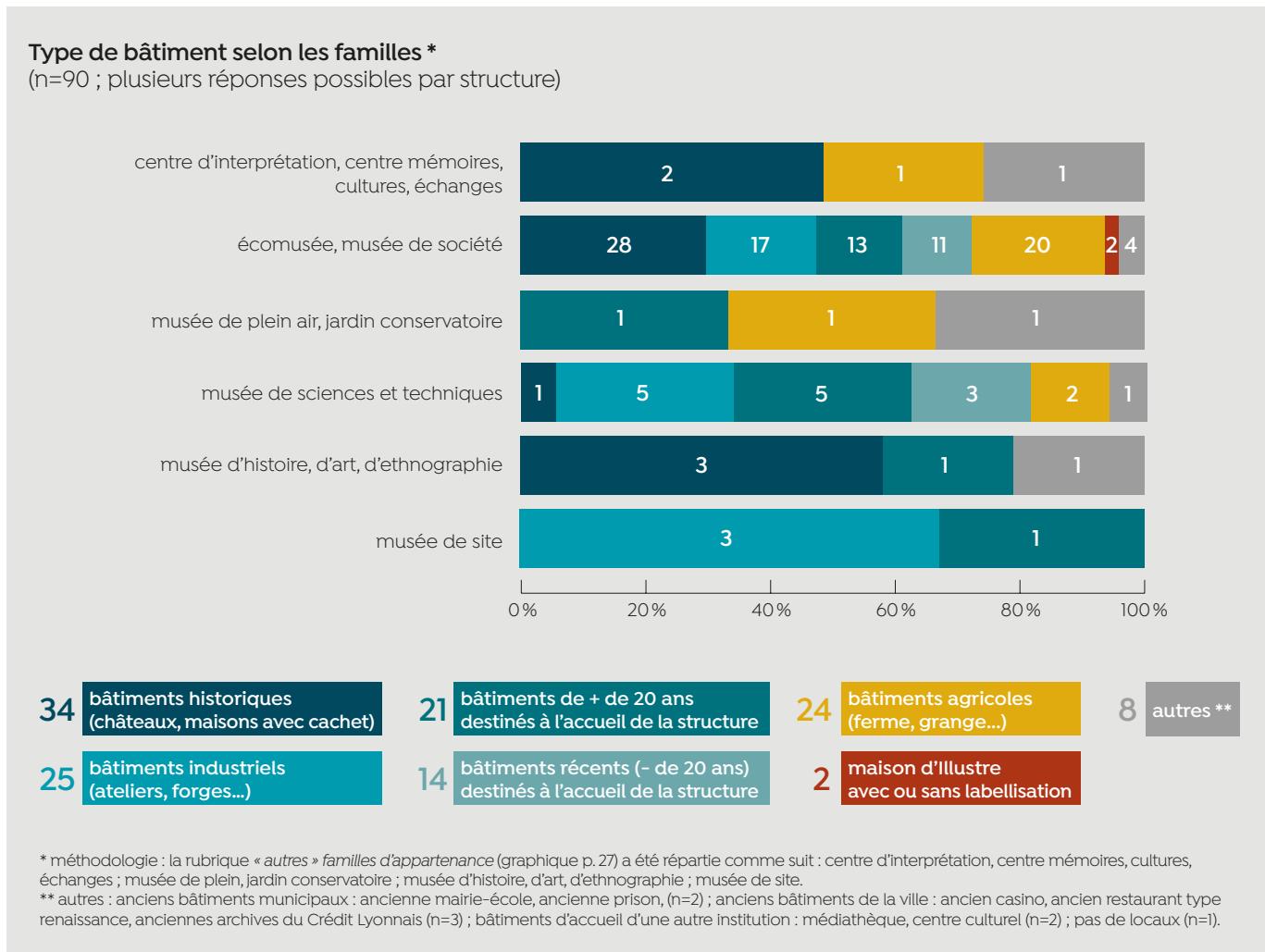
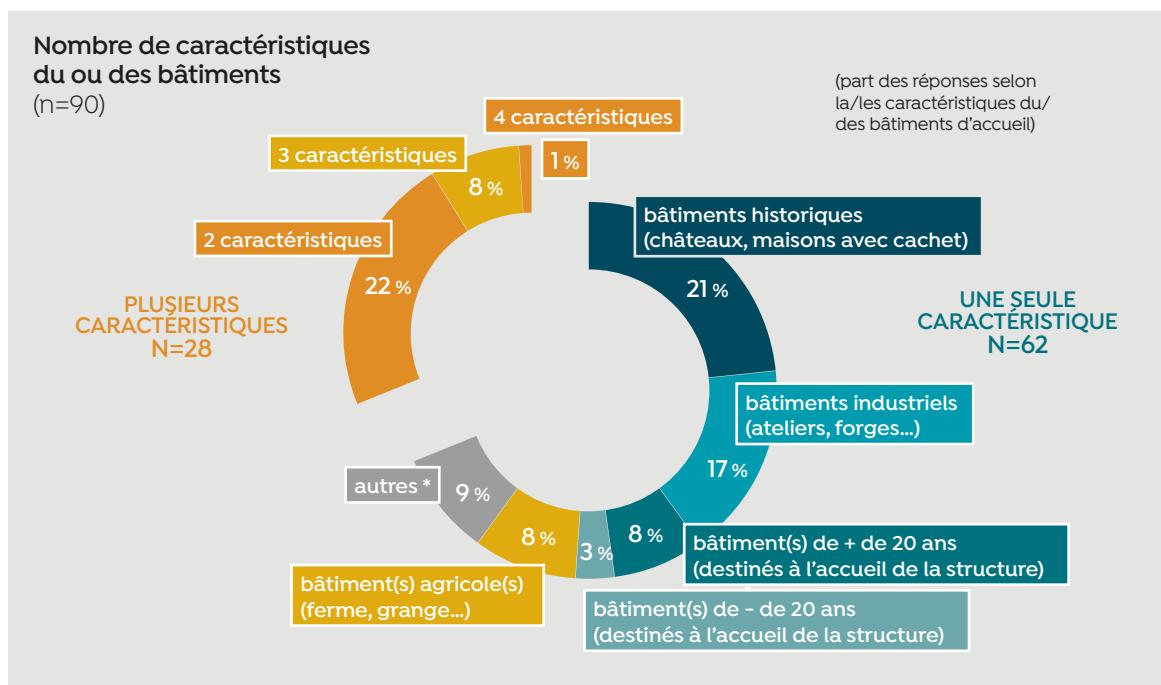
* autre anciens bâtiments municipaux : ancienne mairie-école, ancienne prison (n=2) ; anciens bâtiments de la ville : ancien casino ; anciennes archives du Crédit Lyonnais (n=2) ; bâtiments d'accueil d'une autre institution : médiathèque, centre culturel (n=2) ; maison de type renaissance, un ancien restaurant (n=1) ; pas de locaux (n=1).

C'est la diversité qui prime concernant la question des caractéristiques des bâtiments accueillant les structures. On constate en effet que les musées de société sont implantés dans des bâtiments de natures variées ; historique, agricole, industrielle, etc. Ceci étant révélateur de la diversité des territoires et des thématiques sur lesquels travaillent les structures. Le patrimoine bâti historique est présent au sein de plus d'1/3 des caractéristiques que les structures mettent en valeur. Par ailleurs, les bâtiments ont souvent eux-mêmes acquis un usage muséal. Certains bâtiments sont ainsi conservés et valorisés comme témoins de l'histoire du site accueillant le musée.

Il est également intéressant de remarquer que le classement et l'inscription au titre des Monuments historiques concernent 24 établissements, soit un peu plus d'1/4 de l'échantillon. Une autre structure (Fermes-Musée du pays horloger) est sur liste complémentaire pour l'inscription au titre des Monuments historiques.

On peut constater que les structures qui se définissent comme des écomusées et des musées de société ont en majorité recours à plusieurs réponses pour définir leurs lieux et bâtiments d'implantation. Cela met en évidence la présence pour un même musée de plusieurs « antennes » réparties sur le territoire de référence, antennes ayant elles-mêmes éventuellement des caractéristiques différentes. Cela paraît cohérent au regard de la démarche écomuséale fondée sur le territoire et de sa définition en tant que « musée de l'espace » mis en avant par Georges Henri Rivière.

Peu de structures sont situées dans des bâtiments dont la seule caractéristique est de moins de 20 ans.



Réserves

76 structures, soit 86 % des répondants disposent de réserves. 17 les mutualisent, soit presque 1/4 de ceux qui possèdent des réserves⁸.

Si on analyse ceux qui n'en n'ont pas, on constate qu'il s'agit surtout d'écomusées, de musées de plein air, de centres d'interprétation, de musées fonctionnant en réseau etc. Parmi eux, le musée du Revermont, relevant de la direction des musées départementaux de l'Ain indique mutualiser ses réserves mais ne pas avoir de réserves qui lui sont propres.

La présence de réserves n'est en effet pas nécessairement justifiée pour ces structures au regard de leurs missions et du type de patrimoine qu'elles collectent : immobilier, biodiversité, patrimoine immatériel, documentation etc. Cela peut aussi indiquer que les collections ne sont parfois pas le centre des préoccupations pour ces musées qui privilégieraient davantage le discours et les messages à transmettre au visiteur. On peut y voir aussi le reflet des efforts de mutualisation menés depuis les années 1990, qui ont porté leurs fruits et qui révèlent l'héritage des conservations départementales, particulièrement engagées sur ces sujets, dans une réelle logique d'aménagement culturel du territoire.

Parc(s) et jardin(s)

Un peu moins de 2/3 des structures répondantes disposent d'un parc et/ou d'un jardin.

Parmi les structures qui bénéficient de parcs et jardins, voire d'espaces agricoles ou naturels se trouvent les structures pour lesquelles disposer d'un espace en plein air s'inscrit dans leur vocation : ces structures mettent au centre du projet la relation de l'homme à la nature, à son environnement, présente dans la définition originelle des écomusées. Au gré des particularités du territoire et du projet de la structure se sont développés des projets, où la relation au « naturel » peut prendre différents niveaux : interprétation ; production ; conservatoire végétal ou animal. Le musée des maisons comtoises se définit ainsi comme musée de plein air. On retrouvera parmi ces structures les musées « de site » tels que l'écomusée de la Baie du Mont Saint-Michel et globalement les musées inscrits dans des territoires naturels forts tels que le musée de l'Erdre - Ville de Carquefou ou le musée de l'Île d'Oléron.

La présence d'un parc ou d'un jardin détermine également les activités de ces structures. L'Institut pour la forêt dispose ainsi d'un parc de 9 hectares où 20 animations sont proposées en plus d'un parcours de 1,5 kilomètres. Les activités de plein air qui nécessitent des espaces verts sont au cœur de certaines. Ainsi, les parcs et jardins peuvent être utilisés pour des initiations au jardinage ou à la greffe ou au paillage. Elles s'étendent parfois à des démonstrations de production telles que l'apiculture (Écomusée du Perche) ou des potagers et vergers de (Écomusée des Monts d'Arrhée) utilisés à la fois comme outils pédagogiques et alimentant une production vendue par ailleurs.

Ces éléments naturels peuvent être également liés à des collections ou à des éléments du Patrimoine culturel immatériel. Quatre structures qui possèdent des collections de botanique disposent toutes d'un parc ou d'un jardin. L'Écomusée du pays de Rennes ou le musée de la Bresse-Domaine des Planons participent quant à eux au processus de valorisation ou de relance de races locales, comme le poulet de Bresse ou la coucou de Rennes. Ces activités s'appuient sur une mise en perspective historique de ces productions et l'analyse des savoirs et savoir-faire partagés et transmis sur le territoire.

L'existence de parcs et jardins au sein des écomusées et des musées de société suppose la mise en œuvre de modalités d'entretien, d'exploitation et de valorisation spécifique. Elle signifie aussi la présence de métiers et compétences particulières, rares et précieuses, du jardinier au zootechnicien, de l'ethnobotaniste au médiateur scientifique. Les coûts, souvent importants pour entretenir un parc ou jardin amènent de plus en plus les structures à intégrer des modalités de partenariat spécifique, avec des structures locales d'insertion, avec des agriculteurs et éleveurs (convention du musée de la Bresse-Domaine des Planons avec le Comité interprofessionnel de la volaille de Bresse). Ce sont souvent des structures qui sont en perpétuelle innovation et questionnement sur la manière de gérer de façon raisonnée et durable ces espaces naturels.

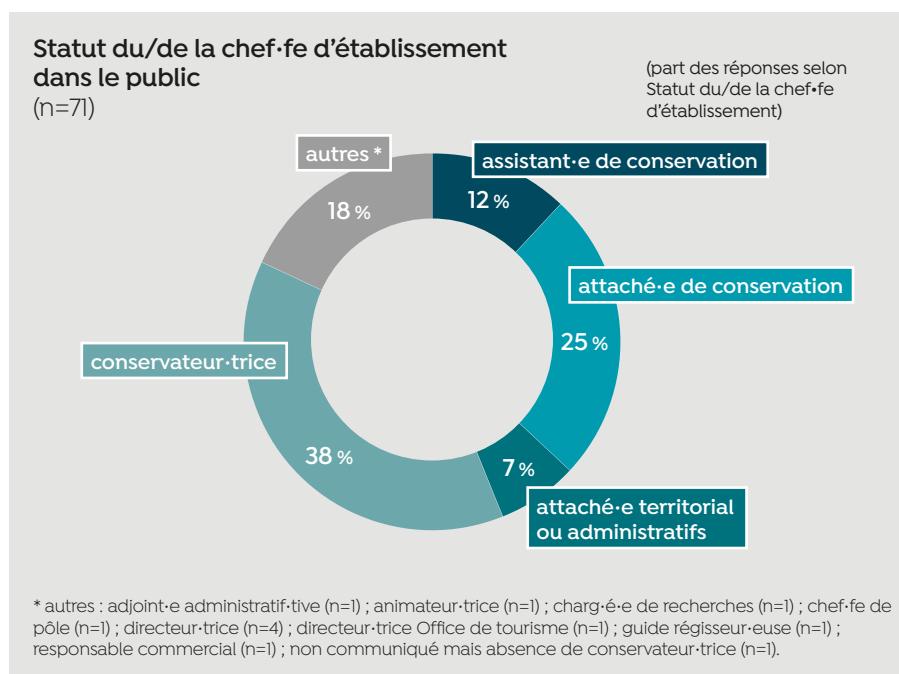
⁸. Informations sur les réserves externalisées et mutualisées page XX

B. FONCTIONNEMENT

Dans cette partie, les réponses de 87 répondants ont été prises en compte.

B.1. Direction

71 établissements publics ont répondu à la question du statut du chef·fe d'établissement. La diversité des statuts est révélatrice de l'évolution et de la structuration de la fonction publique territoriale, en particulier celle de la filière culturelle.



La majorité des postes de direction sont assurés par des conservateurs.trices (38%) ou attaché·e·s de conservation (1/4) ce qui est cohérent au regard de la tutelle publique qui est majoritaire sur les musées répondant et pour qui l'exigence d'un personnel scientifique issu de la filière culturelle territoriale ou d'État est affirmée notamment pour les musées de France. Cela vient également traduire la professionnalisation progressive qu'a connu ce secteur et cette famille d'acteurs. Cependant, la part d'autres fonctions de direction est tout de même assez importante, se déclinant entre des corps administratifs (attaché.e.s territoriaux ou administratifs) et un troisième groupe composé de fonctions commerciales

ou liées à l'animation, à la régie et à la recherche (rubrique « autres »). L'enquête nous le révèle par ailleurs, les postes de direction (public et privé confondus) dans les écomusées et musées de société sont occupés majoritairement par des femmes (70 %).

On remarque aussi une part non négligeable d'assistant.e.s de conservation (12 %) qui semblent donc exercer des missions de cadres d'emplois supérieurs.

On peut se demander aussi si cela est relatif à la taille de l'équipe puisque la quasi-totalité de ces structures concernées ont des équipes modestes composées de moins de six personnes. Par ailleurs, le faible nombre de sortants de l'Institut national du Patrimoine dans les spécialités musées/ethnologie ou patrimoine scientifique, technique et naturel, pourrait aussi être un facteur explicatif de la difficulté à recruter des conservateurs sur les postes de direction.

Quelques caractéristiques se dégagent selon les familles auxquelles appartiennent les musées :

- les centres d'interprétation (2 sur 3) sont dirigés par des gestionnaires ;
- les écomusées et les musées de société ne présentent pas d'homogénéisation claire d'un cadre d'emploi ou d'une fonction en particulier. On comptabilise, dans l'ordre décroissant des conservateur.trices du patrimoine, des attaché.e.s de conservation du patrimoine puis des assistant.e.s de conservation ;
- les musées de sciences et techniques présentent un taux important de profils. Un quart appartient à la catégorie « autres ».

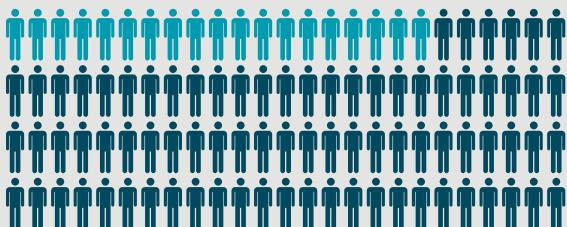
Dans les écomusées et les musées de société tout comme dans les musées de sciences et techniques, les conservateurs (environ 1/3), attachés de conservation (28 %) apparaissent dans un ordre décroissant et dans une proportion similaire. Le nombre d'assistant.e.s de conservation sont proportionnellement plus importants au sein des musées de sciences et techniques.

B.2. Personnels

86 structures donnent des détails sur leurs personnels. 6 n'ont aucun permanent (fonctionnaire ou CDI), 2 d'entre elles fonctionnent exclusivement avec des bénévoles. Parmi les 69 qui renseignent le nombre de bénévoles, 59 structures indiquent la présence d'au moins un bénévole et 10 n'ont aucun bénévole.

Statut des personnels salariés réguliers
(en pourcentage et équivalent temps plein-ETP ; n=84)

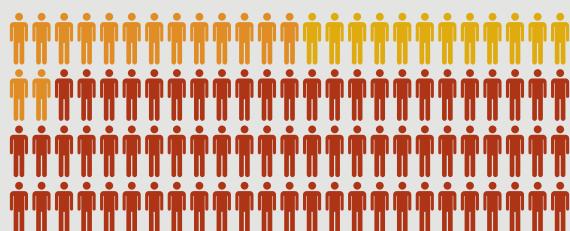
19 % CDD - 124 ETP



81 % CDI et fonctionnaires - 545 ETP

Fonctions de « soutien » (en pourcentage et nombre de personnes ; n=59)

15 % 112 saisonniers et vacataires



96 apprentis, stagiaires rémunérés, services civiques

12 %

73 % 559 bénévoles (dont stagiaires non gratifiés)

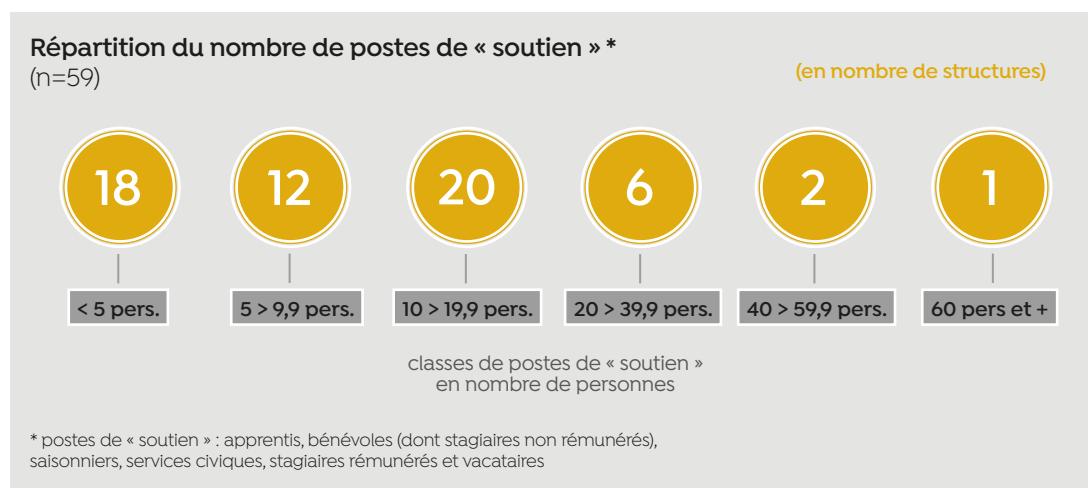
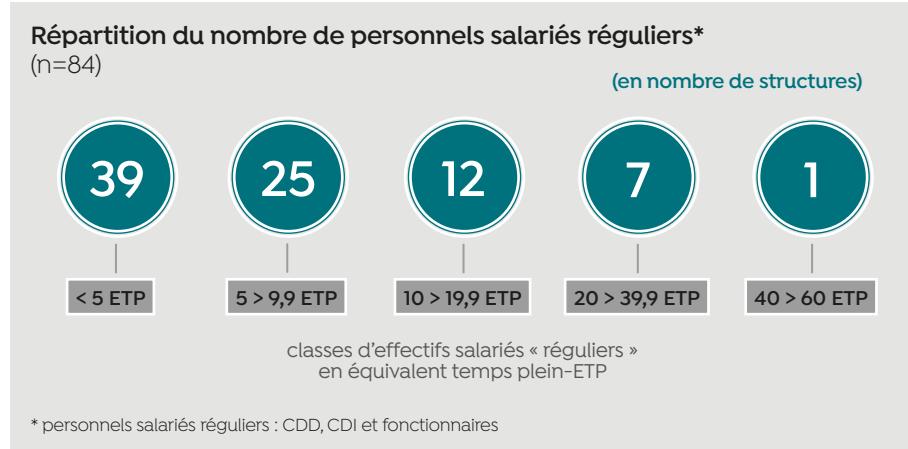
669 ETP réguliers composent les effectifs des écomusées et des musées de société répondants, dont 81 % de CDI et fonctionnaires, soit une moyenne de 7 ETP par structure. Parallèlement, ce sont 6/9 structures qui font appel à des personnels de soutien. 768 personnes au total viennent compléter les personnels de la structure, dont 208 postes de

soutien ponctuels rémunérés par la structure elle-même (apprentissages, stagiaires de plus de 2 mois, une partie des frais des services civiques, saisonniers ou vacataires) ou un autre organisme d'État (services civiques).

Il semble que l'activité touristique plus soutenue lors de la haute saison affecte les personnels. Plus nombreux que les apprentis, stagiaires et services civiques réunis, les saisonniers et vacataires représentent 15 % des personnels de soutien.

L'activité bénévole est profondément ancrée dans la logique des écomusées. Ceux-ci se veulent autant que possible participatifs et l'implication de leurs bénévoles paraît cohérente avec l'esprit communautaire souhaité vis-à-vis de leurs actions.

Tout en prenant garde à l'unité de mesure en emplois temps plein différente (nombre d'ETP pour les CDD, CDI et fonctionnaires et nombre de personnes pour les postes de soutien et bénévoles), il peut être observé un parallèle entre le nombre de bénévoles et le nombre de CDD et CDI, presque aussi nombreux.



Il apparaît que presque la moitié des structures qui renseignent le nombre de personnels réguliers ont moins de 5 salariés. Parallèlement, si presque 1/3 des structures fonctionne avec moins de 5 bénévoles, un peu plus d'1/3 affirme tout de même fonctionner avec 10 à 20 personnels de soutien. Il est intéressant de noter que les 3 ateliers-musées du panel⁹ fonctionnent avec plus de 18 personnels de soutien.

Les écomusées et les musées de société s'inscrivent par ailleurs dans une démarche sociétale. À ce titre, 12 structures accueillent du personnel handicapé.

8. Atelier-musée La maison du Passementier (18 personnels de soutien) ; Atelier-musée des Tisserands et de la Pantoufle Charentaise (33 personnels de soutien) et Atelier-musée du Chapeau (104 personnels de soutien).

B.3. Services mutualisés

54 structures, soit 3/5 de l'échantillon enquêté mutualisent au moins un service.



Depuis quelques années, la mutualisation des services permet aux musées d'une même ville ou d'un même territoire de s'organiser. Elle relève d'une nécessité, pour les collectivités mais aussi le secteur privé, d'optimiser leurs ressources. C'est pourquoi la mutualisation des services répond souvent dans un premier temps à une logique d'économie d'échelles et d'optimisation des ressources humaines, ce qui est le cas pour les services d'accueil, d'entretien ou de sécurité voire la médiation où une seule personne peut couvrir plusieurs sites. Cette logique de mutualisation peut aussi permettre de partager des expertises spécifiques, sur les collections ou dans des domaines scientifiques.

Si aujourd'hui plus de 3/5 des structures enquêtées utilisent ce mode de fonctionnement, alors que cette pratique n'était, a priori, pas inscrite dans la logique de l'écomusée, cette notion peut d'abord être intrinsèque. En effet, 7 établissements regroupent plusieurs établissements qui sont par nature amenés à fonctionner ensemble (l'écomusée du Morvan ne mutualise aucun service mais trouve son organisation propre dans les différentes structures qui le composent).

D'autre part, cela coïncide avec une logique d'harmonisation des pratiques sur un même territoire. Faire appel à un même service de communication permet d'harmoniser la charte graphique entre les différentes entités culturelles, notamment les musées qui sont 34 à le déclarer. Par ailleurs, les expositions pour lesquelles 11 structures disent mutualiser la mise en œuvre permet de partager les coûts de conception et de réalisation.

On constate également que l'accueil des publics et la sécurité sont des services mutualisés dans des collectivités. De façon moins importante, certaines institutions déclarent également la mutualisation de la médiation et de la boutique.

La mutualisation peut par ailleurs répondre à des besoins techniques comme la gestion des collections ou le stockage des collections dans les réserves.

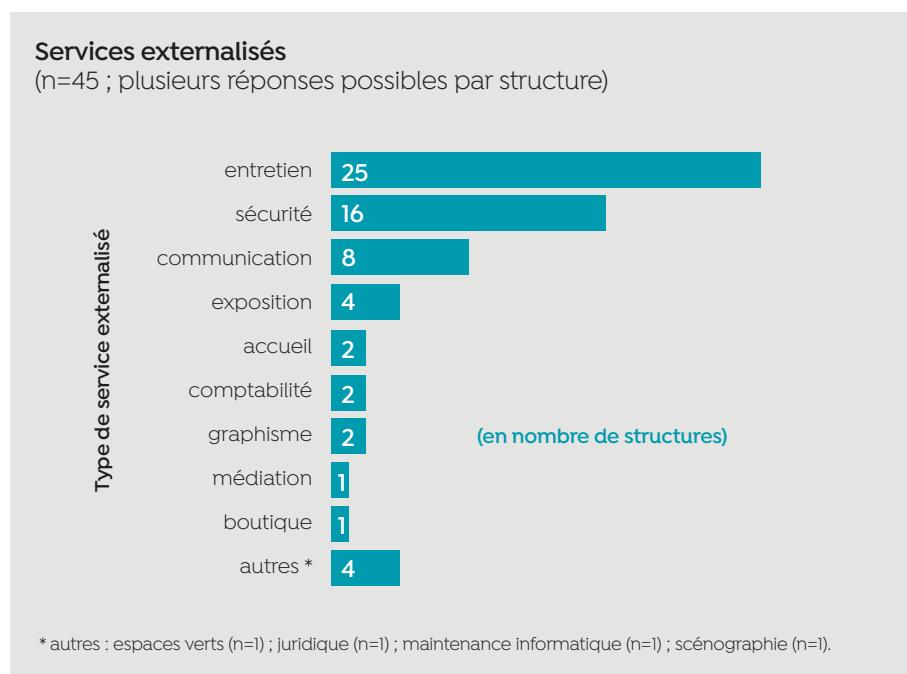
76 structures disposent de réserves. Parmi elles, 17 d'entre elles les mutualisent, soit presque 1/4 d'entre elles. Ainsi, le musée français du pétrole bénéficie de l'appui technique de la Conservation des musées du Parc naturel régional des Vosges du Nord auquel il adhère depuis sa création en 1994. Leurs collections sont visibles sur un site internet mutualisé.

Pour ces raisons, la communication, les collections, l'entretien et les réserves constituent les services les plus mutualisés.

Si les apports de la mutualisation sont indéniables en termes d'optimisation de ressources et de partages d'expertise, il serait intéressant d'aller plus loin pour questionner les modalités de coopération et le degré d'agilité de ces nouveaux fonctionnements.

B.4. Services externalisés

45 structures indiquent externaliser au moins un service, soit un peu plus de la moitié des répondants (n=87).



L'externalisation consiste, pour un organisme, à confier à une autre entreprise ou à un freelance, la gestion et la réalisation d'une ou plusieurs activités nécessaires à son fonctionnement ou son développement. Beaucoup utilisée par les petites et très petites entreprises, les musées s'en emparent de plus en plus pour la gestion de tâches spécifiques qui nécessitent des compétences qui ne sont pas toujours présentes en interne.

Ces tâches sont principalement d'ordre technique. Ainsi, l'externalisation du service d'entretien est annoncée par plus de la moitié des répondants et plus d'un tiers externalisent la sécurité. Apparaissent aussi les besoins de comptabilité ou de gestion.

Parmi les 80 structures qui possèdent une boutique physique et/ou en ligne, la quasi-totalité la gèrent en interne puisque seulement une structure fait appel à un prestataire extérieur pour sa gestion.

On note également que 4 structures font appel à des équipes externes pour leurs expositions. Cela rappelle que certaines expositions peuvent nécessiter des compétences qui dépassent celles présentes en interne que ce soit dans la conception (conception de parcours, d'outils de médiation) ou dans la réalisation (compétences techniques liées à la scénographie ou à la régie d'œuvres).

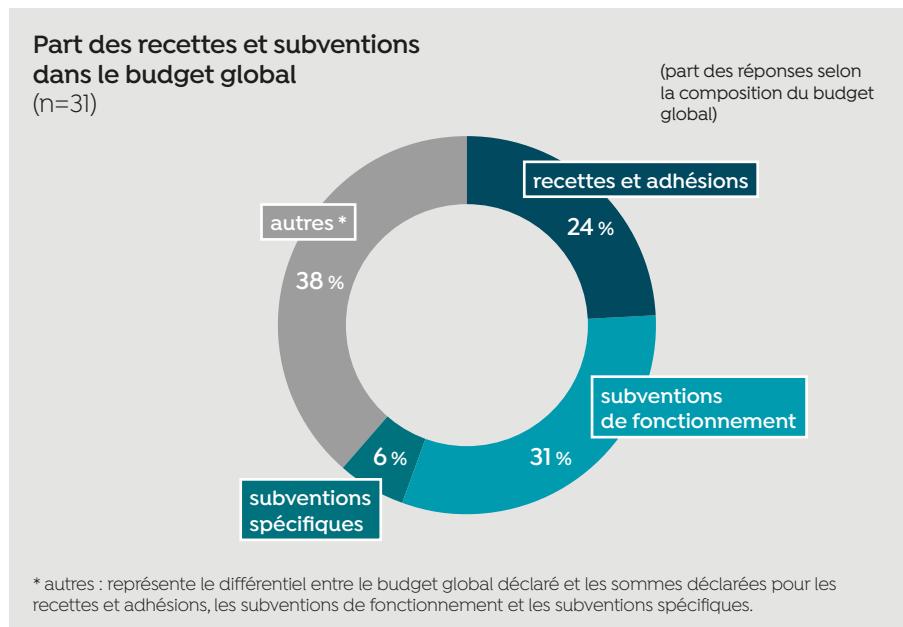
Les répondants externalisent en revanche de manière très marginale l'accueil et la médiation, deux domaines de spécificité qu'ils gèrent donc exclusivement en interne.

B.5. Budget

(fonctionnement et investissement ; exercice 2017)

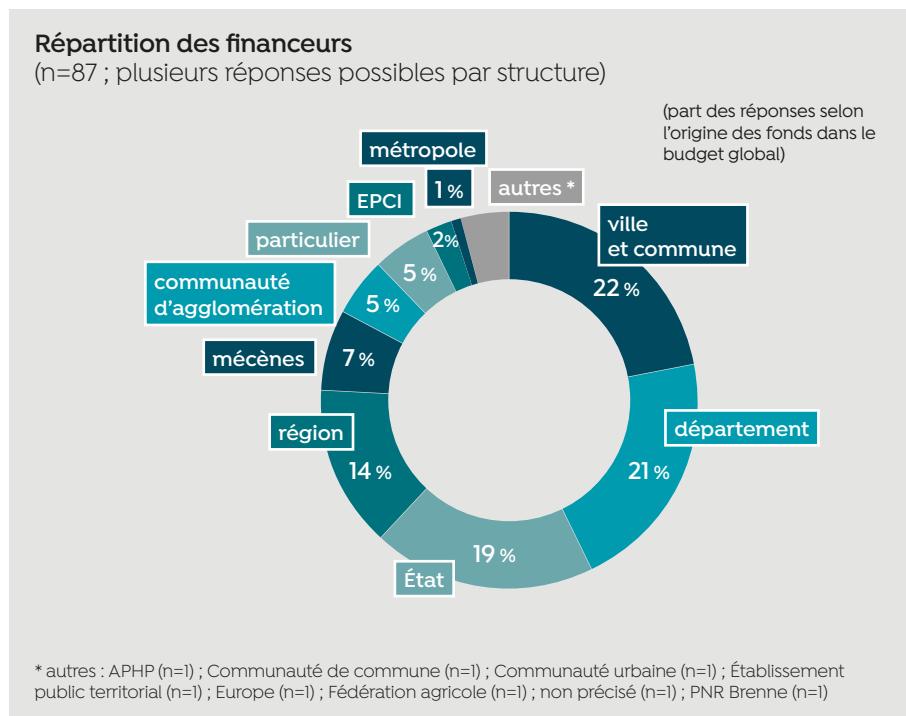


33 structures connaissent et indiquent le coût complet de leur structure (volume global, y compris RH, fluides et bâtiment). Le coût moyen de ces 33 structures se situe à 640 220 euros (coût médian : 300 000 €). On retrouve une majorité de structures dont le coût complet se situe entre 200 000 et 400 000 €.



Pour assurer leur fonctionnement, les structures se reposent en partie sur des subventions de fonctionnement, qui s'élèvent à 6 millions d'euros pour 20 structures (9 indiquent ne pas en bénéficier, 2 ne connaissent pas leur montant), soit une moyenne de 300 000 € (médiane 120 000 €). Celles-ci sont complétées par les recettes et adhésions des structures, qui s'élèvent à 4,7 millions d'euros pour 31 structures, soit une moyenne de 150 000 € (médiane 50 000 €). Les recettes et adhésions engendrées par l'activité des structures couvrent en moyenne un peu moins d'1/4 du coût total de la structure. Dans de rares cas, il s'agit de la seule source de financement. Par ailleurs, les subventions ponctuelles sont allouées aux différents projets d'expositions et aux actions spécifiques. 20 structures indiquent en avoir bénéficié, pour un montant avoisinant les 1,2 millions d'euros, soit une moyenne de 59 000 € (médiane 32 000 €).

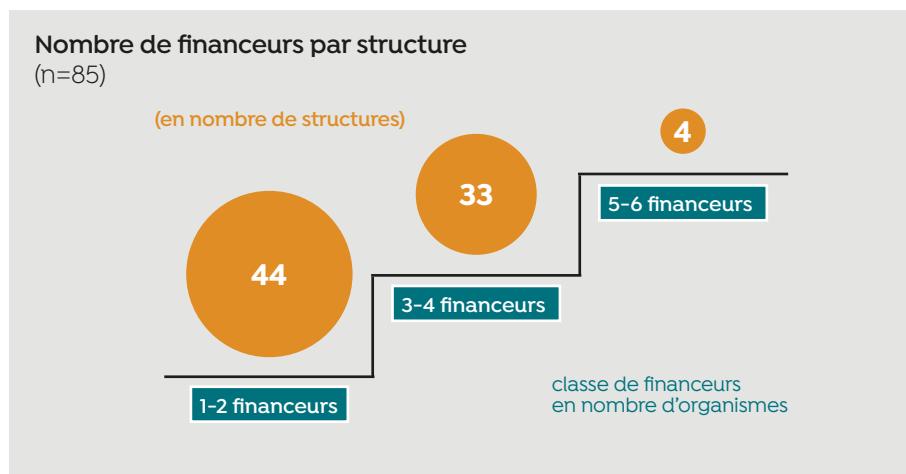
B.5. Financeurs



Parmi les principaux organismes financeurs, nous retrouvons, dans une proportion similaire aux tutelles auxquelles appartiennent les écomusées et les musées de société, les collectivités territoriales dont les villes et communes ainsi que les départements. L'État intervient en troisième position. Ces trois financeurs apparaissent dans une proportion comparable.

Les mécènes et particuliers occupent une place non négligeable parmi les financeurs, représentant 12 % de ceux-ci. Si le mécénat d'entreprise tend à se développer pour soutenir les musées dans leurs actions, l'implication des particuliers, à un niveau presque similaire (en termes de structures qui les comptent parmi leurs financeurs) est plus caractéristique des écomusées et des musées de société. Ils développent dans leurs actions un caractère identitaire fort dans lequel les particuliers peuvent avoir envie de s'investir.

En moyenne, les écomusées et les musées de société sont financés par 2,5 financeurs.



C. ACTIONS POUR ET AVEC LES PUBLICS

Dans cette partie, les réponses de 87 répondants ont été prises en compte. Les expositions dans et hors les murs et les différents outils de médiation sont les principales actions menées par les adhérents de la Fems.

C.1. Expositions

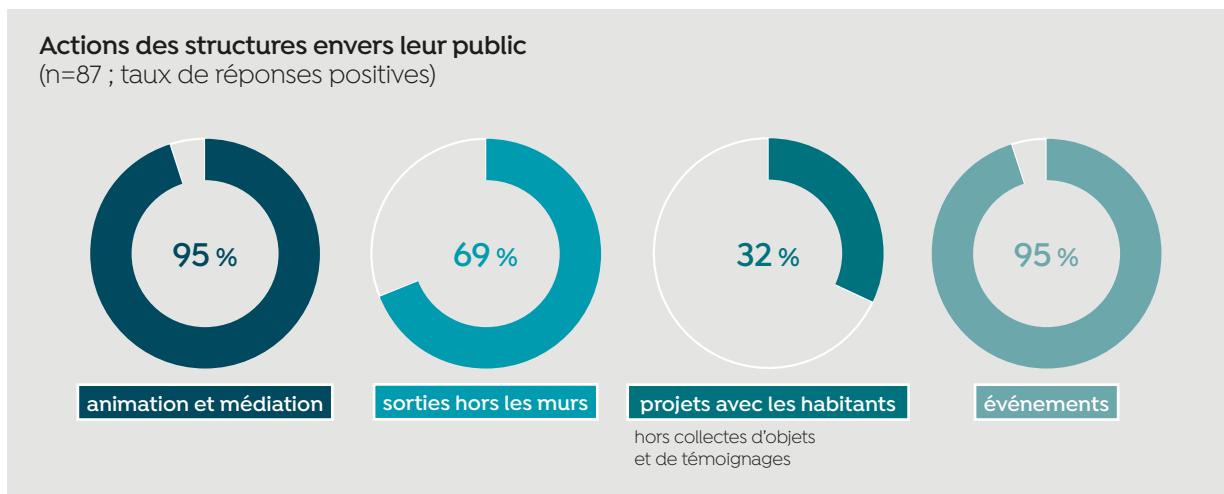
72 structures, soit 83 % de l'échantillon de l'enquête ont ouvert au moins une exposition temporaire en 2017.

À côté de l'exposition permanente, l'exposition temporaire reste le principal moyen de valorisation des collections et des savoirs collectés. Dans l'ensemble, 154 expositions sont présentées par les structures sur l'année, soit une moyenne de 2 expositions par structure.



C.2. Actions

Les actions des écomusées et des musées de société élaborées à destination de leurs publics prennent plusieurs formes. 87 structures mènent au moins un type d'action parmi celles proposées. Deux structures ne proposent ni médiation humaine, ni sorties hors les murs et une ne propose que des sorties hors les murs.



Animation et médiation

84 structures réalisent des activités d'animation et de la médiation humaine (hors visites guidées) soit 95 % de l'échantillon. Au total, on dénombre 8 758 ateliers pour 65 institutions qui renseignent ces données, soit une moyenne de 88 ateliers par structure et par an (sur la période d'ouverture).

Sorties hors les murs

Les projets hors les murs permettent aux musées de renouveler leur offre et favorisent les partenariats avec d'autres structures. Les écomusées et les musées de société s'approprient ces nouvelles propositions d'activités puisque 60 structures, soit 68 % de l'échantillon de l'enquête réalisent des sorties hors les murs.

Projets avec les habitants

(hors collectes d'objets et de témoignages)

Les projets avec les habitants sont au cœur de la raison d'être des écomusées et des musées de société, porteurs de valeurs sociales et identitaires présentes dans leur définition. Un tiers des écomusées et des musées de société en mettent en place, en dehors des collectes d'objets et de témoignages.

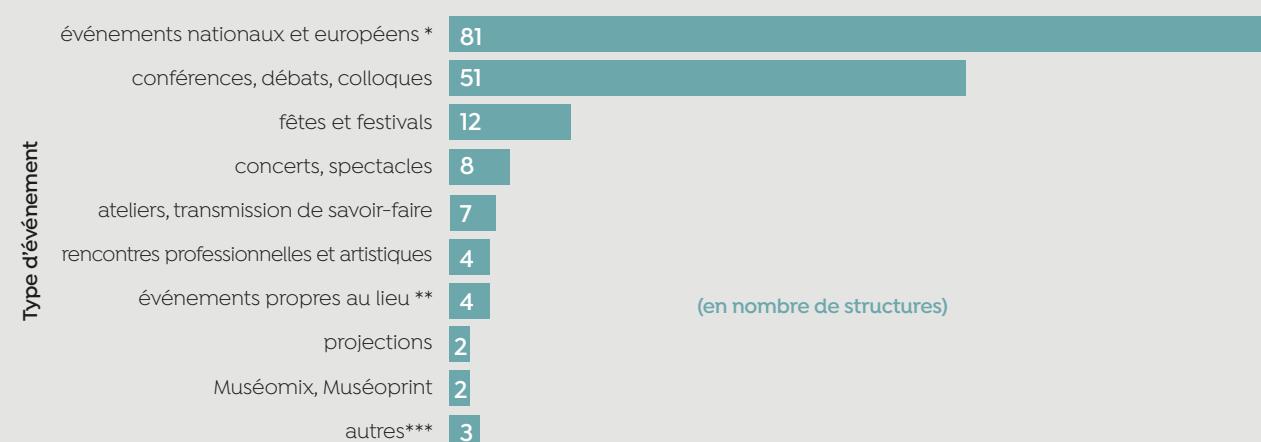
Ces projets peuvent prendre la forme classique de concours, d'ateliers ou d'expositions participatives. Ils peuvent aussi être plus complexes et inclusifs, à l'instar des projets organisés dans l'espace public tels que les parcours-théâtres ou l'« Opération divans » proposée par le musée Gadagne, qui consiste en des enquêtes auprès des habitants permettant de comprendre l'état de la ville actuelle.

Événements

Les événements sont particulièrement présents parmi les actions réalisées à destination des publics pour les écomusées et les musées de société. 83 structures, soit 94 % de l'échantillon proposent au moins un événement au cours de l'année. Parmi les événements les plus mis en œuvre par les structures figurent les événements nationaux (Journées européennes du patrimoine, Journée des Jardins, Nuit européenne des musées, Fête de la science...) suivis par la quasi-totalité des structures. Conférences, débats et colloques sont également ancrés dans l'optique de partage des connaissances par 61 % des établissements.

Type d'événements

(n=83 ; plusieurs réponses possibles par structure)



* événements nationaux et européens : Journées européennes du patrimoine, Journée des Jardins...

** événements propres au lieu : vernissages, anniversaire...

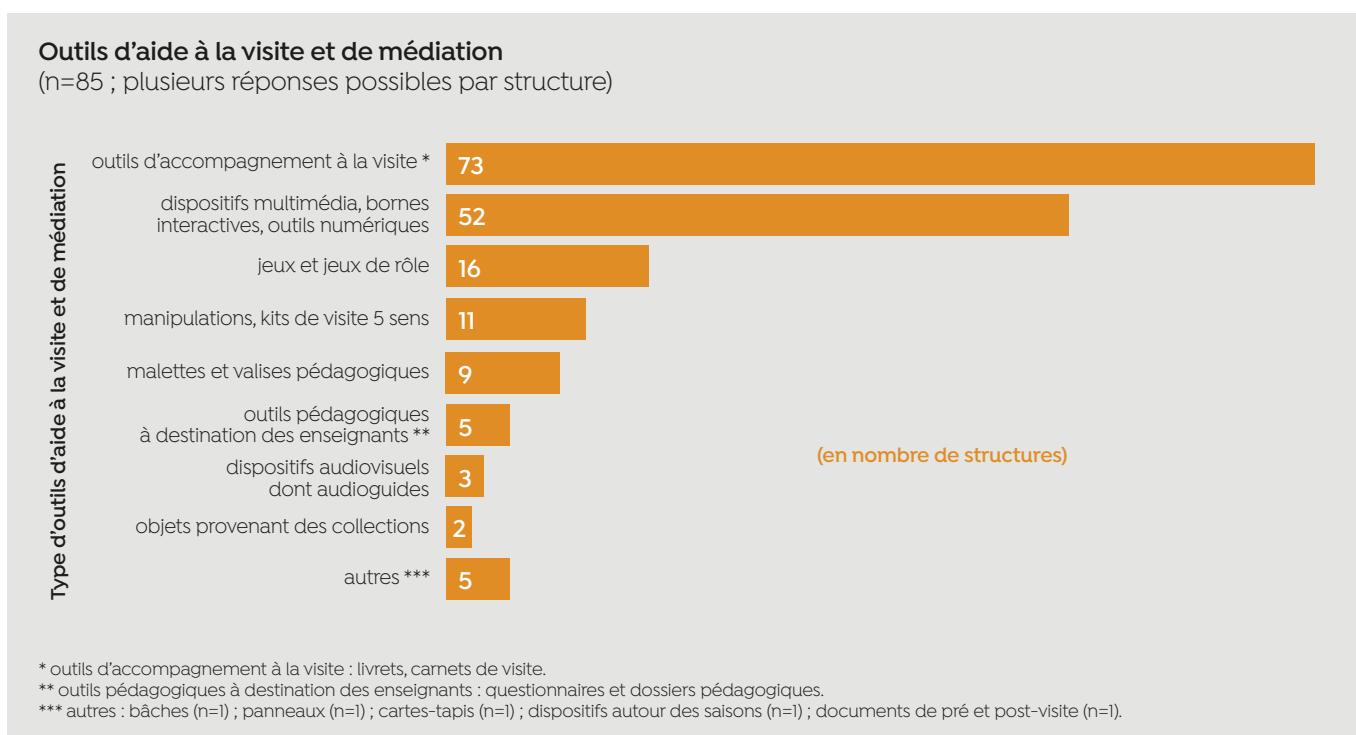
*** autres : événements grand public (n=1) ; événements sportifs et événements pour des personnes en situation de handicap (n=1) ; heure musicale au musée (n=1).

Aussi, les fêtes et festivals jouent un grand rôle. Ils participent aux valeurs sociales du musée. On distingue parmi eux les festivals et les fêtes liés aux traditions, à l'histoire ou à des savoir-faire (Fête du miel, Fête du blé, Fête du Printemps et du labour, marché de Noël), les festivals sur des thèmes de l'artisanat (Festilaine, fête du fil) et grandes manifestations (Pâques, Assemblée du 14 juillet), les fêtes en l'honneur d'un produit local ou régional (Fête de l'arbre et du cidre) et les animations festives (Bal folk, repas).

Les événements culturels regroupant les pièces de théâtre et les concerts sont aussi proposés par les écomusées et les musées de société, juste devant les événements liés à des démonstrations et événements de partage de savoir-faire et de pratiques (vendanges-dégustations, tonte des moutons, récolte du miel, fabrication artisanale de savons, cours de cuisine...).

Interviennent plus à la marge les événements du type Muséomix, Muséoprint ou les rencontres et projections.

C.3. Outils pour la visite et la médiation



85 structures, soit presque la totalité des structures, utilisent des outils de support à la visite et/ou des outils de médiation. Parmi les outils utilisés, les livrets et documents de présentation sont les plus communs, utilisés par 6/7 des structures. Ces supports à la visite peuvent apparaître plus ou moins élaborés, conçus spécifiquement pour une exposition (fiches thématiques) ou présentant l'établissement de manière plus globale. Ils peuvent intégrer des jeux et questionnaires à destination d'un public spécifique ou d'un public large et constituent un repère pour le visiteur.

Les outils de médiation viennent établir un lien entre le visiteur et l'exposition. Ils constituent une interface au-delà de la simple information, et contribuent à la bonne intégration de l'exposition.

Parmi ces supports, les jeux et jeux de rôle ressortent comme un outil mentionné en troisième position pour les écomusées et les musées de société. L'aspect ludique est, en effet, intéressant à explorer pour les écomusées et musées de société pour qui les publics scolaires (primaires et secondaire) représentent le troisième public ciblé en priorité. Il peut aussi s'adresser à un public d'adolescents ou d'adultes. Il est mentionné sous différentes formes. Il se retrouve tout d'abord, sous un aspect traditionnel : puzzles, jeux de société, de mémoire ou

de construction. Ces outils peuvent apparaître plus élaborés tels que les jeux de rôle, jeux de piste ou les rallyes voire spécialement conçus pour l'exposition ou un public en particulier.

D'autre part, les outils numériques interviennent dans les propositions de plus de la moitié des répondants. Là encore, plusieurs outils peuvent être mis à disposition des publics. Cela peut prendre la forme d'une application numérique comme au musée d'histoire de Marseille. Il peut aussi s'agir d'outils interactifs tels que les bornes numériques installées dans l'espace d'exposition, les cartes multimédia ou des tablettes tactiles.

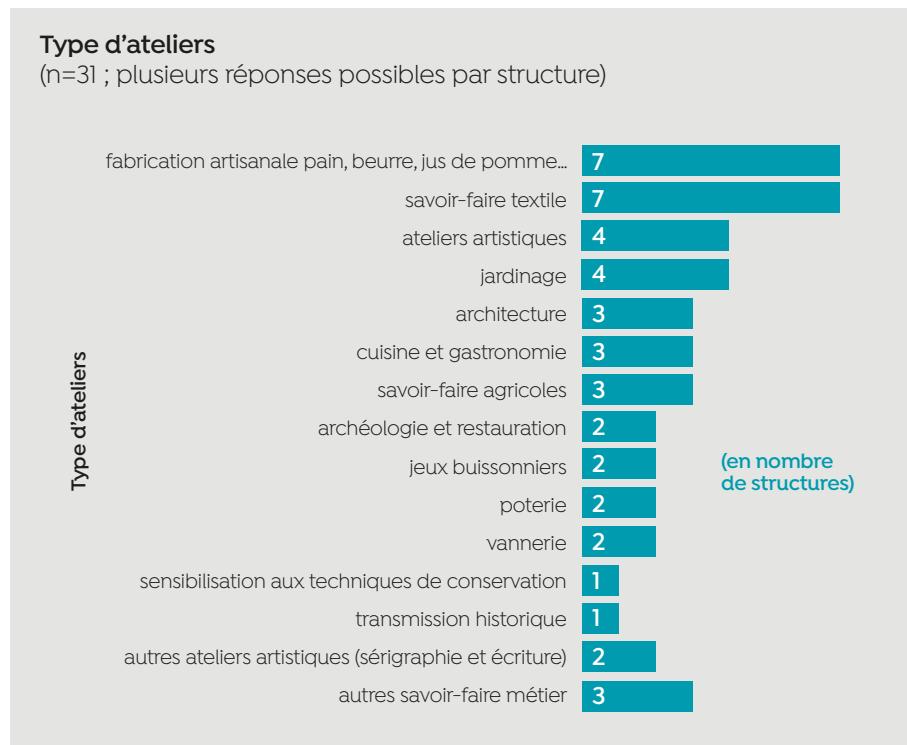
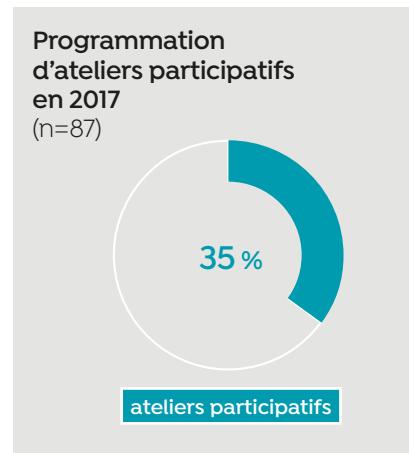
Les jeux et kits à manipuler sont aussi présents dans les établissements car ils permettent de sensibiliser davantage et d'expérimenter.

Enfin, quelques fois, les objets provenant des collections sont directement utilisés pour la médiation.

C.4. Ateliers participatifs

35 % des structures répondantes proposent des ateliers ouverts, participatifs, relatifs à la conservation des techniques et savoir-faire.

Les ateliers participent à la transmission de savoir-faire de plusieurs types : les savoir-faire et traditions liés à la vie quotidienne tels que la fabrication du pain ou du beurre et le jardin (greffage, jardinage) ; les savoir-faire et traditions agricoles tels que la pléchie (tressage de haies, traction animale) ; les savoir-faire et traditions en rapport avec la mode (montage de bobines, tissage) jusqu'aux pratiques et traditions spécifiques à une époque historique (le Moyen-Âge).

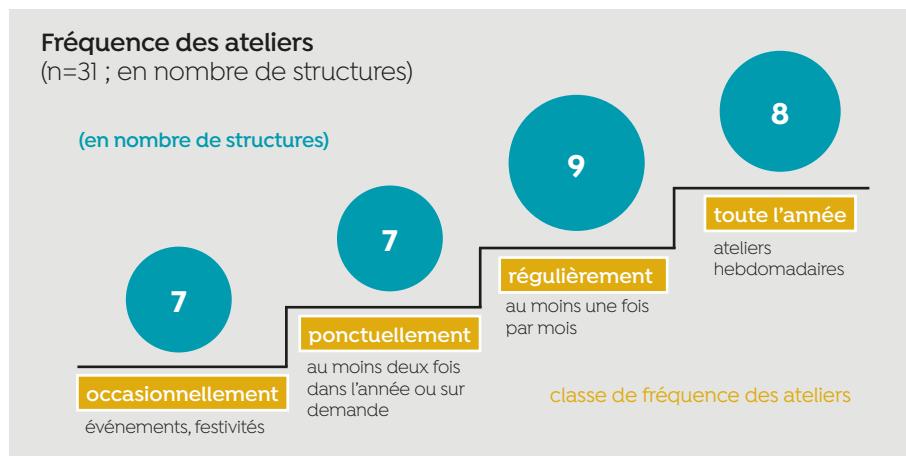


Les ateliers liés à la vie domestique (cuisine, jardinage) sont les plus proposés par les structures. S'ils peuvent relever d'une volonté de transmettre un savoir-faire issu de la vie quotidienne, ces ateliers sont parfois envisagés comme la transmission d'un patrimoine immatériel telle que la gastronomie, en lien avec des recettes et à l'identité d'un terroir. Ces ateliers participent donc à deux objectifs distincts ou complémentaires : la transmission identitaire et l'initiation à des pratiques (professionnelles ou quotidiennes). L'ambiguïté de la distinction entre pratique quotidienne et professionnelle s'illustre particulièrement dans la poterie et la vannerie.

Le savoir-faire textile est aussi l'un des plus cités en termes d'ateliers de transmission des techniques et savoir-faire. Cinq structures sont thématiquement dédiées aux techniques et à leur création issues d'une pratique professionnelle particulièrement significative sur un territoire. D'autres comme le Manoir du Tourp ou le musée de l'Île d'Oléron intègrent ces initiations au tissage et au travail des matières dans l'apprentissage d'un savoir-faire plus commun.

Les ateliers artistiques tels que l'initiation à la sculpture, aux arts décoratifs ou à des pratiques artistiques spécifiques comme les arts de la marionnette sont aussi proposés.

Fréquence des ateliers. Ceux-ci interviennent à différentes fréquences et peuvent être l'occasion de festivités ponctuelles ou plus soutenues. Ces activités, pour respectivement 8 et 9 structures répondantes sont réalisées régulièrement (de manière mensuelle) et toute l'année (de manière hebdomadaire). Ils constituent donc pour ces derniers des points stratégiques de leur programmation. Parfois, ces ateliers prennent la forme de stages pratiques tels que les stages de souffleur de verre mis en place par l'écomusée de l'Avesnois dont le caractère se tourne davantage vers la formation que l'initiation.

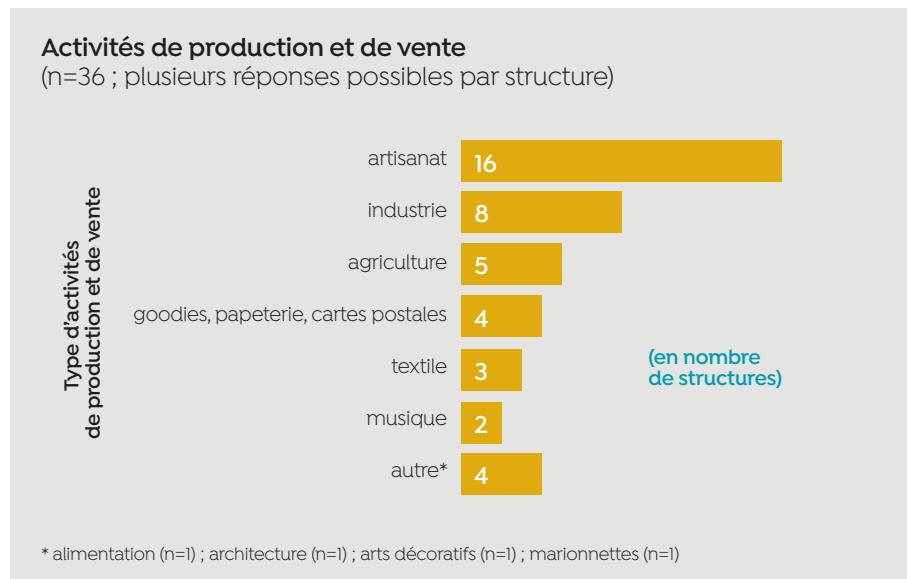


C.5. Activités de production et de vente

36 structures réalisent des productions destinées à la vente, hors publications, soit 41 % de notre échantillon. Une seule structure parmi elles ne dispose pas de boutique (physique ou en ligne) pour valoriser cette production.

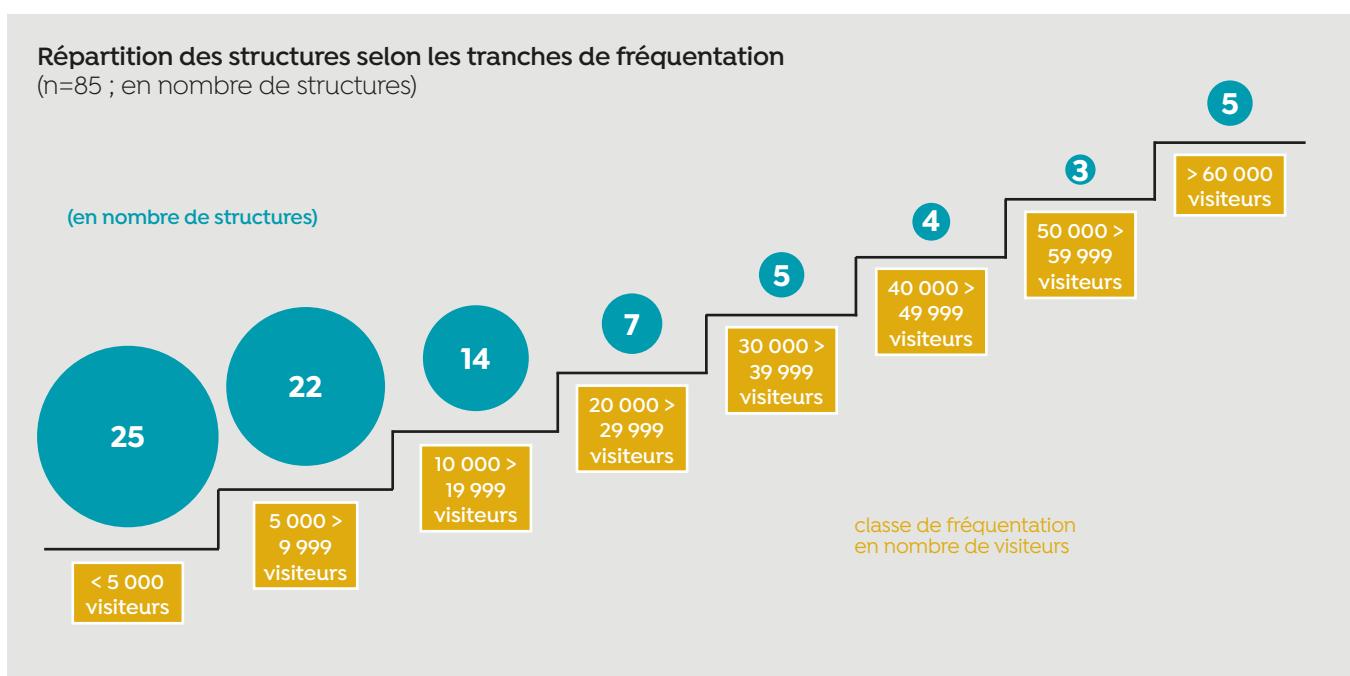
Une majorité de structures produit dans deux domaines essentiellement. Parmi les plus cités figurent en premier les produits issus de l'artisanat (n=16) puis ceux de l'industrie (n=8).

Par ailleurs, la boutique est un espace essentiel pour les écomusées et musées de société. Sur 87 structures répondantes, 79 disposent d'un espace de vente physique ou d'un espace de mise en dépôt-vente (n=1). Parmi ces structures, 12 possèdent également une boutique en ligne.



C.6. Fréquentation

85 structures indiquent leur fréquentation totale.



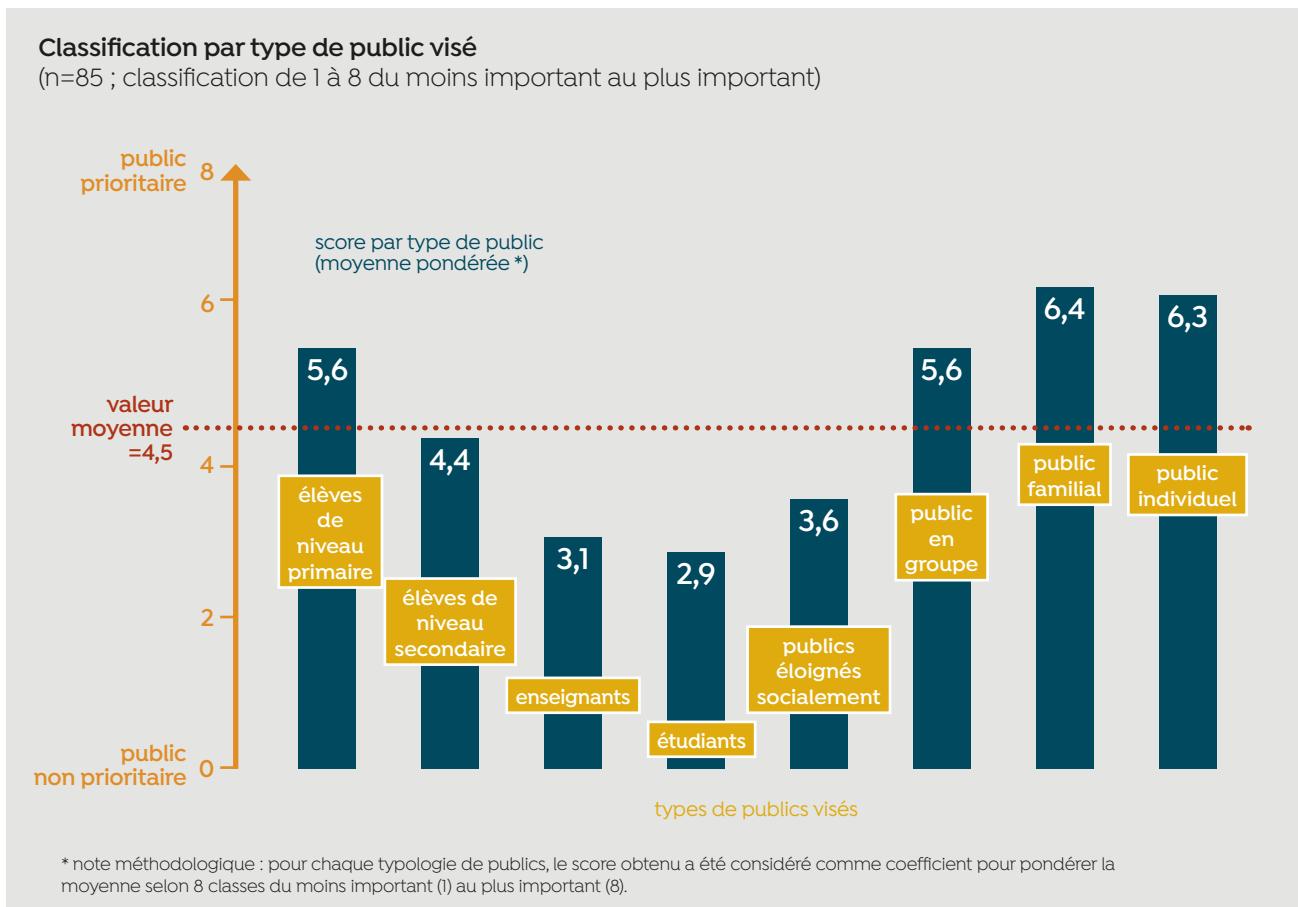
Près de 1,5 millions de visiteurs se rendent dans les écomusées et les musées de société.
76 établissements reçoivent du public scolaire, ce qui représente 17 % de la fréquentation totale des écomusées et des musées de société.

Le phénomène observé quant à la répartition des établissements est décroissant à mesure que le nombre de visiteurs s'accroît. Ce sont presque 7/8 structures qui reçoivent moins de 40 000 visiteurs, soit la moitié des visiteurs maximum accueillis par la structure la plus fréquentée.

Plus de la moitié des structures accueillent moins de 10 000 visiteurs sur l'année.

Publics ciblés en priorité

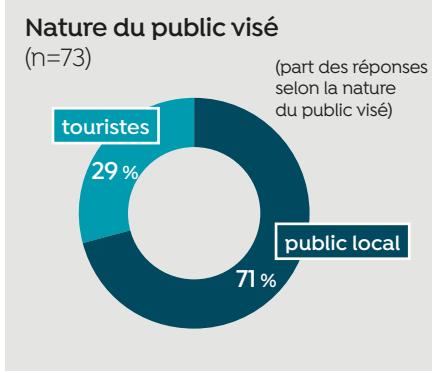
85 structures qui reçoivent du public ont classé par ordre d'importance les publics ciblés en priorité par leur structure.



Le public familial intervient dans les tout premiers publics visés en priorité par les écomusées et les musées de société, suivi de près par le public individuel. Dans un second temps, le public en groupe et les élèves de niveau primaire occupent la même importance au regard des répondants.

Situés en-dessous de la moyenne de publics ciblés, les élèves de niveau secondaire, les étudiants et enseignants s'avèrent distincts de la cible. Les publics éloignés socialement recueillent d'ailleurs une meilleure attention des répondants devant les étudiants et les enseignants dans ce classement.

Pour 71 % des répondants, le public visé est un public local. Bien que les touristes représentent un potentiel intéressant pour ces structures, dont 29 % estiment qu'il s'agit d'un public à atteindre en priorité, c'est bien dans la logique d'un écomusée réalisé pour (et avec) la participation de la population d'un territoire que convergent les réponses et que ces lieux ont été imaginés.

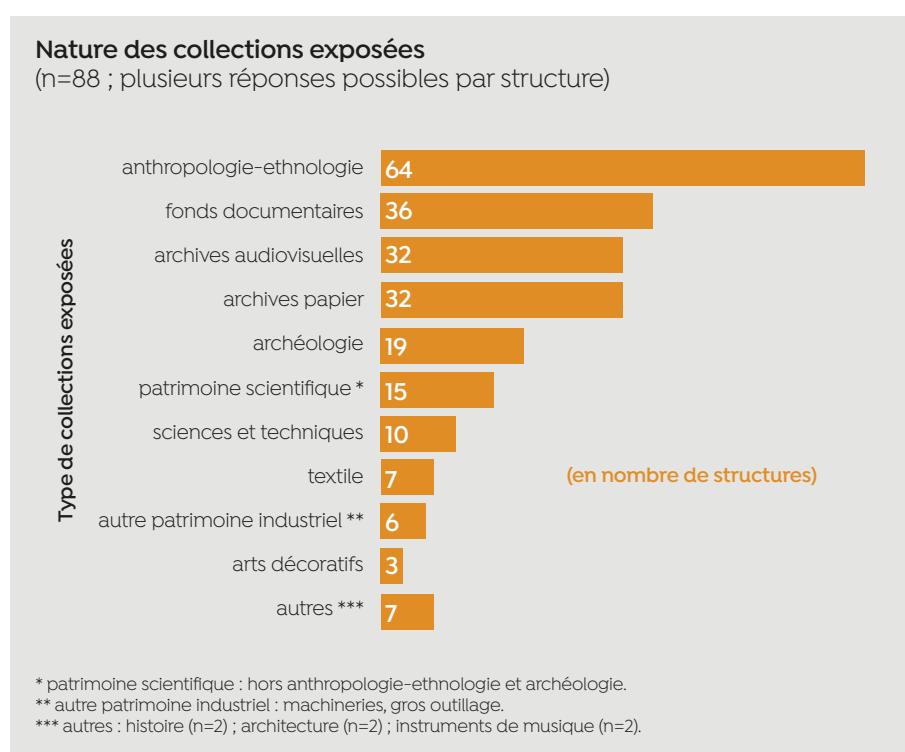


D. COLLECTIONS

Dans cette partie, les réponses de 90 structures ont été prises en compte.
Les collections se distinguent entre patrimoine matériel et immatériel.

D.1. Patrimoine matériel

Les collections sont interrogées suivant la nature des objets exposés. Un établissement indique ne pas posséder de collections et un second ne précise pas leur nature.



Parmi les objets d'anthropologie-ethnologie figurent les objets domestiques, les objets liés au monde agricole, le petit outillage industriel, les objets manufacturés.

Les répondants à l'enquête détiennent en très grande majorité (n=64) des collections de type anthropologique et ethnologique. Cela vient rappeler l'héritage historique des musées de société qui sont en effet pour beaucoup les descendants des musées d'ethnographie, d'anthropologie ou encore d'arts et de traditions populaires. Ils sont plus généralement liés à l'évolution de l'ethnologie en tant que discipline. Cette dernière qui, au cours du siècle

précédent, s'est intéressée aux « autres » cultures, d'abord extra-européenne puis, sur le sol européen aux modes de vie des classes populaires et rurales. Il en va de même de l'intérêt progressif pour le patrimoine industriel et de la tentative d'en conserver une trace suite aux bouleversements sociaux et économiques, comme le montre la présence non négligeable de collections de ce type (industriel, sciences et techniques etc). Par ailleurs, la collecte du contemporain s'organise pour témoigner de la vie du XXI^e siècle et rendre compte des usages des nouvelles technologies et de leur croissance exponentielle.

Avec plus d'une structure sur 5 dépositaire d'archéologie, cette discipline tient aussi une place non négligeable parmi les collections présentes au sein des musées de société répondants à l'enquête.

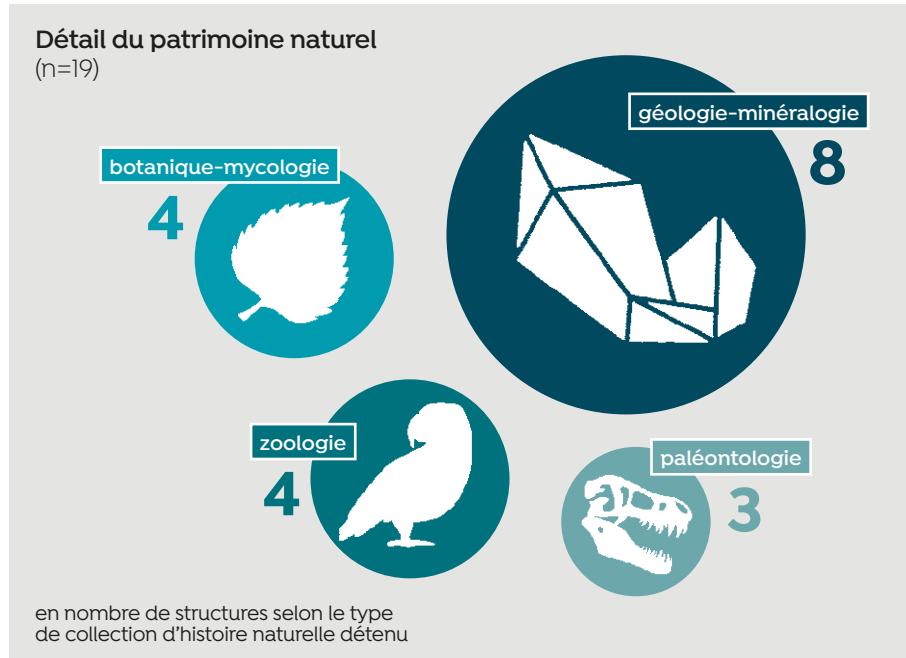
Il existe donc des typologies d'objets forts différents et parfois même rassemblés dans les mêmes institutions. Cette diversité des collections confirme une approche de plus en plus large du patrimoine qui nourrit les musées de société.

On constate par ailleurs que les musées ont eu le souci de rassembler des traces, non seulement des objets, mais aussi des témoins visuels, dessinés, écrits, sonores ou filmés, des faits matériels passés. Comme en témoigne la très large part de fonds documentaire, archives papiers, audiovisuelles, etc.

Bien qu'il se dégage des catégories majoritaires, les collections sont très variées et comme le souligne d'ailleurs le rapport Musées du XXI^e siècle⁹ on ne peut pas caractériser l'identité de ces musées par la nature des collections qu'ils conservent mais davantage « par les méthodes qu'ils mettent en œuvre pour donner du sens à l'interface publics / collections / territoires ».

Synthétiquement, on peut dire que les collections des musées de société sont des objets du quotidien et des documents qui viennent témoigner de l'évolution de l'homme et de la société. Il s'agit de raconter la vie d'une société ou d'un territoire à travers ses pratiques sociales et culturelles.

Certaines structures donnent une place particulière au patrimoine naturel. Ces catégories d'objets ont pu être prélevées comme témoins de différents milieux ou comme documents



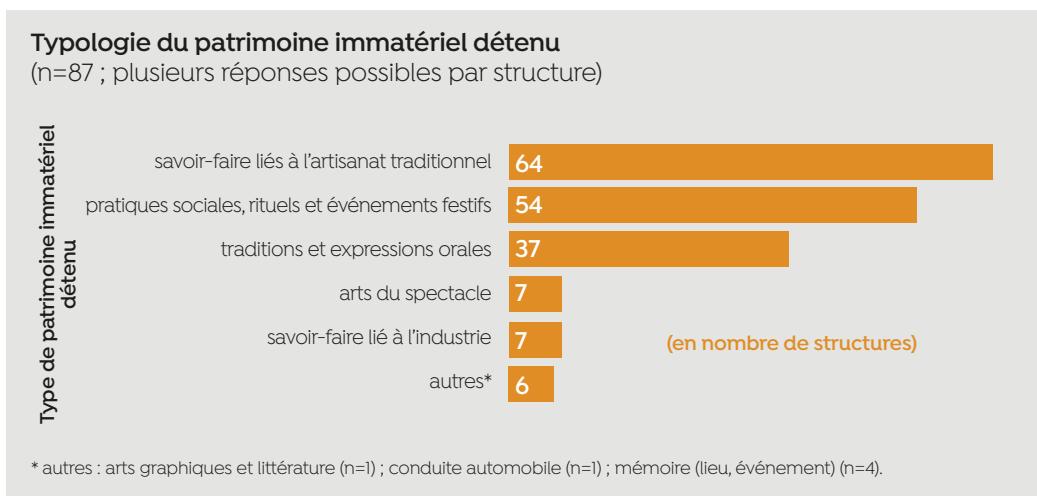
de certains usages culturels. Cela peut venir interroger la dichotomie nature/culture et la mise en culture des objets et des savoirs de la nature comme un processus social particulier. Cela soulève aussi la question de la conservation de ce type de collections, que ce soient des collections de végétaux et/ou vivantes, rappelons qu'elles sont très complexes à conserver.

⁹. Musées du XXI^e siècle, 2016, p.16

D.2. Patrimoine immatériel

La quasi-totalité des répondants à l'enquête dispose de patrimoine immatériel, soit 87 répondants.

La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 de l'Unesco définit le Patrimoine culturel immatériel (PCI) et met en évidence son rôle dans la préservation de la diversité culturelle. Il s'agit d'une forme de patrimoine vivant (traditions orales, arts vivants, pratiques sociales, etc.) hérité de nos ancêtres et transmis à nos descendants, contribuant ainsi à la notion d'identité.



Les musées de société travaillent depuis toujours sur ce type d'expressions vivantes et participent bien à la sauvegarde de ce patrimoine comme en témoigne la forte présence dans leurs collections. La récolte du patrimoine immatériel nécessite forcément un support matériel. L'objet est support de ce patrimoine immatériel. Les collectes d'objets s'accompagnent en effet souvent d'un recueil de la parole et des gestes. Rappelons aussi que les écomusées ont impulsé largement la pratique de la collecte de témoignage parmi la population de leurs territoires.

Il s'agit majoritairement ici, pour près de 3/4 des structures, d'un patrimoine immatériel de type savoir-faire lié à l'artisanat traditionnel des pratiques sociales, rituels et évènement festifs (un peu moins des 2/3 des répondants) ainsi que des traditions et expressions orales (un peu plus de 2/5 des répondants).

Sur ce sujet, la Fems et ses adhérents ont réalisé une exposition qui s'intitule *Sortez des clichés, le patrimoine immatériel vu par les musées de société*. Le but était de montrer comment les écomusées et musées de société, qui travaillent depuis toujours sur ces questions d'expressions vivantes, de mémoire et de transmission, se sont saisis de cette notion. Pour affiner la réflexion, la question s'est posée sur ce qui distingue le PCI tel qu'il est défini par l'Unesco d'un patrimoine ethnologique plus «classique», vu par le regard de deux photographes contemporains. L'exposition a été mise en itinérance et une version virtuelle est disponible sur le site : <http://www.fems-pci.fr/>

D.3. Inventaire/récolelement des collections

80 structures effectuent un inventaire et/ou un récolelement de leurs collections. Parmi elles, 69 en précisent l'état d'avancement : 33 sont à jour et 36 ne le sont pas.

La tenue de l'inventaire et le récolelement sont les deux actes fondamentaux dans la gestion administrative et scientifique des collections. Toutefois, les résultats de l'enquête nous montrent la difficulté de maintenir à jour ces procédures car elles nécessitent souvent un renforcement ponctuel des équipes.

D.4. Actions sur les collections

79 structures indiquent mener des actions avec leurs collections en 2017. En moyenne, une structure réalise 2,6 types d'actions autour de ses collections.



Près des 3/4 des structures répondantes réalisent les prêts, ce qui constitue donc la principale action réalisée sur les collections. En effet, les prêts font partie des missions fondamentales et historiques de tous les musées. Ils sont souvent accordés pour quelques mois, afin de permettre la réalisation d'une exposition. On remarque par contre que les dépôts qui permettent d'accueillir des objets pour une durée plus longue, sont beaucoup moins fréquents avec un peu plus d'1/3 des répondants qui en effectuent.

Plus de la moitié des répondants mettent aussi très largement en œuvre des collectes d'objets et de témoignages. La collecte d'objets et de témoignages est au cœur d'enjeux complexes qui interpellent la relation entre recherche et musée. L'histoire des musées d'ethnographie révèle en effet le recours à l'enquête ethnographique pour recueillir des objets témoins des sociétés étudiées. Les années 1960 ont marqué le début d'une vague de grandes enquêtes de terrain, notamment sous l'impulsion de Georges Henri Rivière.

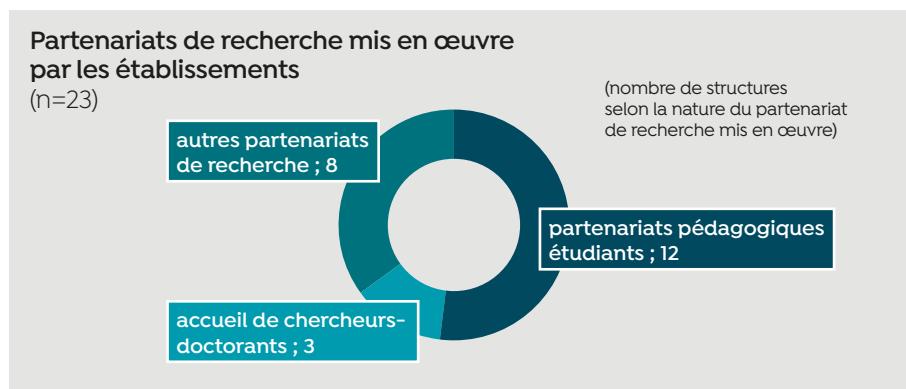
Aujourd'hui, se pose aussi la question de la collecte du contemporain afin de faire entrer des questions de société actuelles dans le musée. Sur ce sujet la Fems a coédité l'ouvrage « Que reste-t-il du présent ? Collecter le contemporain dans les musées de société »¹⁰. À noter également que ces actions sur les collections au sein des musées de société s'inscrivent dans des pratiques de co-construction et de participation du public.

¹⁰. *Que reste-t-il du présent ? Collecter le contemporain dans les musées de société*, 2012, coédition Musée Basque et de l'histoire de Bayonne / Fédération des écomusées et musées de société / Éditions Le Festin.

D.5. Recherche/Publications

Recherche

27 structures, soit moins d'1/3 de l'échantillon témoigne d'au moins une activité de recherche. Parmi elles, 23 précisent leurs partenariats en lien avec la recherche.



Parmi les actions de recherche déclarées par les répondants, on distingue les projets de recherche menés avec des bureaux d'étude, centres de recherche (CDA, CNRS, Inrap) et autres institutions. Parmi les actions conduites avec ces partenaires figurent les projets collectifs de recherche sur le territoire, les campagnes de fouilles archéologiques (Inrap) les Journées d'études (BNF) ou les validations de contenus d'exposition (CNRS).

L'activité de recherche peut aussi concerner l'accueil et les partenariats avec les doctorants et chercheurs qui regroupent l'encadrement et le suivi de ces derniers (suivi de doctorants, participations aux jurys de thèses) mais aussi l'accueil de chercheurs et doctorants (procédure Cifre) et la mise en œuvre de programmes de recherche.¹¹

On constate dans un troisième temps qu'une majorité de projets sont réalisés en partenariat avec des universités. On distingue les partenariats (conventionnés ou non) avec des universités, qui consistent principalement en des échanges avec des classes de master (muséographie, médiation, ethnographie, mise en œuvre d'outils tels que des collectes ethnographiques ou des enquêtes). Il peut aussi s'agir de partenariats pédagogiques pour l'organisation de colloques, conférences, journées d'études, expositions des élèves, visites spéciales à destination des étudiants (ouverture des réserves) ou encore d'accueil de groupes d'étudiants pour des visites.

Les structures sont aussi appelées à emprunter des objets aux universités, dont les collections sont riches, pour leurs expositions.

Les musées entretiennent avec l'univers de la recherche des relations anciennes. La recherche est en étroite interdépendance avec les autres missions du musée, notamment la conservation et l'action culturelle. Elle peut porter sur la constitution de ses collections ou le propos de ses expositions. Georges Henri Rivière parlait de « musée-laboratoire » et considérait la recherche comme « structurelle »¹² pour le musée. Soulignons qu'au sein de la définition du musée par l'Icom¹³, la recherche occupait d'abord une place prépondérante avant d'être progressivement marginalisée, lui préférant le terme « d'étude ». Et en effet, on constate que moins d'1/3 du panel témoigne d'une activité de recherche. Cependant les collaborations sont nombreuses avec le monde de l'enseignement via les partenariats entre musées et universités et recoupent diverses thématiques. Les étudiants prennent donc une part de plus en plus active à la recherche au musée ce qui contribue notamment à une certaine démocratisation des enjeux de cette recherche au musée¹⁴.

¹¹. Les démonstrations réalisées par les chercheurs lors des événements nationaux ne sont pas ici prises en compte.

¹². *La muséologie selon Georges Henri Rivière*, Dunod Paris, 1989.

¹³. Statuts de l'Icom, adoptés par la 22^e Assemblée générale de l'Icom (Vienne, Autriche, 24 août 2007).

¹⁴. *Musée-laboratoire : un outil de démocratisation des enjeux de la recherche ?* Colloque du ministère de la Culture et de la Communication « Vie des musées – Temps des publics » 2017

Thèmes de recherche

(n=16 ; plusieurs réponses possibles par structure)



* archéologie : archéologie antique, inventaire céramique, fouilles.

** histoire : Seconde Guerre mondiale, recherches historiques.

Les structures qui se mobilisent sur la recherche semblent être des structures d'envergure nationale.

L'activité de recherche est en effet conditionnée par des partenariats avec les universités et centres de recherche, qui doivent être localisés à proximité pour faciliter les échanges, ce qui n'est pas évident pour les structures situées en zone rurale. Aussi, cela peut nécessiter des moyens pour obtenir des données précises, réalisées dans les laboratoires et/ou par des spécialistes du milieu. Lorsque l'équipe scientifique est présente au sein du musée, le temps est précieux et souvent mis à contribution dans les activités d'animation et de médiation tournées vers les publics.

Publications

39 structures, soit un peu plus de 2/5 des structures de l'échantillon est à l'initiative d'une ou plusieurs publications et/ou revues en 2017. Parmi elles, 38 indiquent qui sont les contributeurs des publications.

Contributeurs aux publications

(n=38 ; plusieurs réponses possibles par structure)



Les salariés sont majoritairement cités comme contributeurs aux publications menées par les structures. Cette implication des équipes du musée dans les projets éditoriaux, valorisant des collections ou contenus culturels révèle tout à la fois leur polyvalence et leur expertise scientifique. C'est aussi une forme de reconnaissance managériale donnée par l'institution que de pouvoir publier. Dans les musées publics, les salariés ne sont généralement pas rémunérés, ce qui est aussi possiblement une économie substantielle sur un projet éditorial. 27 structures indiquent le nombre de publications effectuées sur l'année. La moitié de ces structures n'en ont produit qu'une seule et trois structures se distinguent en en produisant plus de 3. Cela représente un total de 65 publications, soit assez peu. Les structures seraient

davantage enclines à proposer du contenu numérique, sans doute moins coûteux, contraignant et chronophage.

Bien que les salariés constituent les contributeurs majoritaires de ces publications, on peut se demander si les compétences nécessaires sont suffisamment présentes au sein des personnels des musées ou encore si les chercheurs mobilisent suffisamment ces potentiels de recherche.

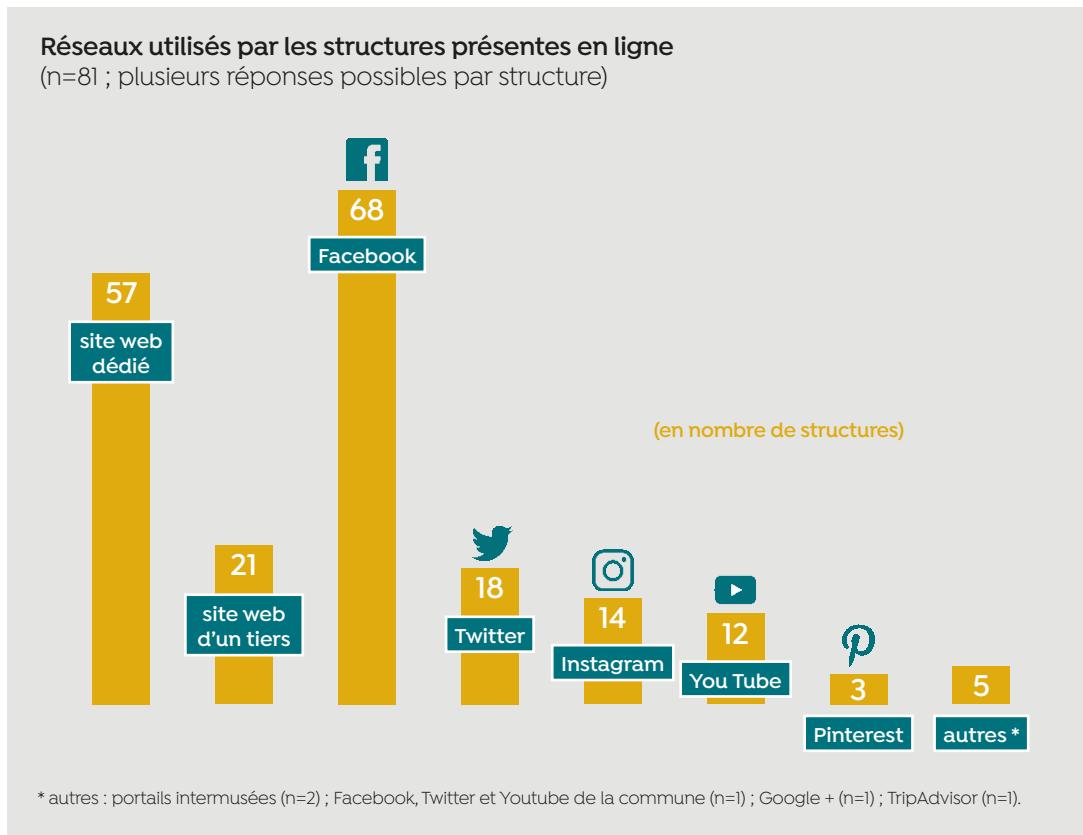
Enfin, ces publications peuvent être liées aux expositions temporaires. Bien qu'on ne puisse établir un constat évident entre le nombre d'expositions temporaires et les publications, les 3 structures qui ont réalisé plus de 6 expositions ont produit au moins une publication.

E. RÉSEAUX ET DYNAMIQUES COLLABORATIVES

Dans cette partie, les réponses de 88 structures ont été prises en compte. Les structures sont interrogées sur leur présence et leur activité en ligne, activité à part entière pour laquelle les structures peuvent dédier des stratégies spécifiques et engager du personnel à cet effet.

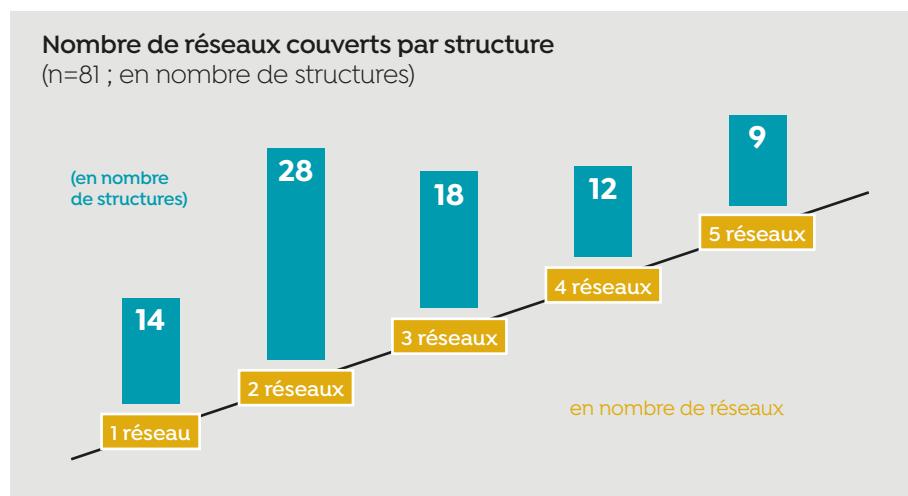
E.1. Activités en ligne

Plus de 9/10 des structures répondantes à l'enquête sont présentes en ligne grâce à un site internet propre et/ou une présence sur les réseaux sociaux. Cinq structures ne figurent sur aucun réseau ou site web.



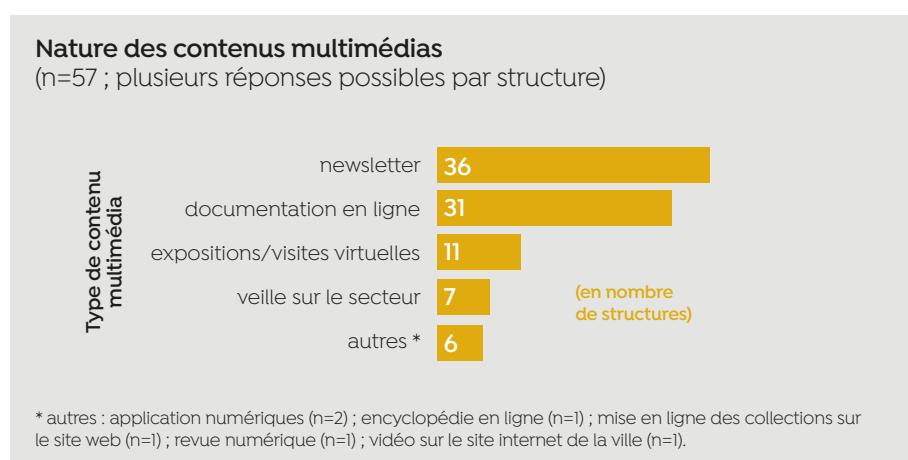
Parmi les structures présentes en ligne, presque 8/10 sont présentes sur leur site internet propre ou le site internet d'un tiers (site web de la Ville, Office de tourisme, sites des réseaux). De plus, parmi les structures présentes en ligne, 9/10 sont présentes sur au moins un réseau. Facebook est presque unanimement utilisé, suivi, dans une moindre mesure, par le réseau Twitter. Une majorité de structures utilise 2 réseaux.

Il est à noter que les réseaux Flickr et Tumblr proposés ne sont utilisés par aucune des structures.



E.2. Diffusion et communication de contenus

64 structures, soit 7/10 des structures de l'échantillon proposent du contenu multimédia et le diffusent par différents moyens. Parmi elles, 57 en précisent la nature.



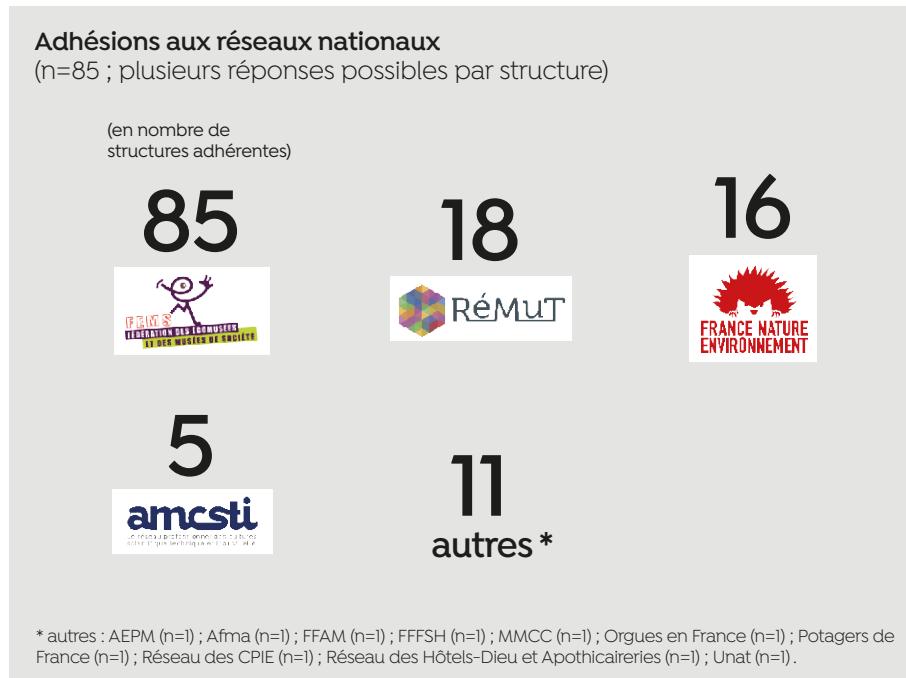
Une offre non négligeable de contenus multimédias est présente au sein des musées de société. Évoluant avec les avancées technologiques et les usages dominants, les musées se sont très tôt emparés de ces dispositifs dans le but de répondre à leurs missions. Les newsletters et la documentation en ligne arrivent en tête de ces contenus. 11 structures proposent aussi des expositions et des visites virtuelles.

E.3. Réseaux professionnels

Réseaux nationaux

85 structures adhèrent à au moins un réseau professionnel à l'échelle nationale.

Deux structures indiquent n'appartenir à aucun réseau professionnel.



En dehors de la Fems, les écomusées et les musées de société adhèrent en priorité à des réseaux relatifs à leurs collections : RémuT (Réseau des musées et collections techniques) et France nature environnement. On remarque une appartenance moindre à d'autres types d'associations qui correspondent aux spécificités des institutions.

Réseaux internationaux

Plus d'1/3 des structures adhèrent au moins à un réseau international.



L'Icom est l'organisme international dans lequel les adhérents de la Fems se reconnaissent le plus. D'autres réseaux correspondent, de nouveau, aux spécificités des collections des institutions (agriculture, textile...).

Réseaux régionaux

Outre les réseaux nationaux et internationaux, 26 structures mentionnent leur appartenance à un ou plusieurs réseaux régionaux.



Parmi les réseaux cités en champ libre, on remarque une majorité de réseaux régionaux restitués sur le graphique ci-dessus. Ces réseaux recoupent tout d'abord des structures ou des conservateurs.trices d'institutions muséales et patrimoniales issues d'un même territoire (Réseau des musées de Normandie ; Association Rhône-Alpes des Conservateurs ; patrimoine Aurhalpin ; Bretagne musées).

Dans un second temps, on observe une diversité dans les raisons d'être des réseaux régionaux cités par les structures, en témoigne la rubrique « autres ». Chaque territoire, collection, particularité ou communauté peut trouver son compte à travers des thématiques et modes organisationnels propres.

On distingue alors les associations (n=5) des fédérations (n=2). Ces associations et fédérations se positionnent sur des thématiques patrimoniales (agriculture, industrie, textile). Les associations citées peuvent être également engagées sur des thématiques de développement durable tels que réseau Vivacités en région Île-de-France Graine, à portée nationale, qui dispose d'antennes régionales ou sur la mémoire tel que Memorha, situé en Rhône-Alpes qui rayonne par ses activités dans les pays européens.

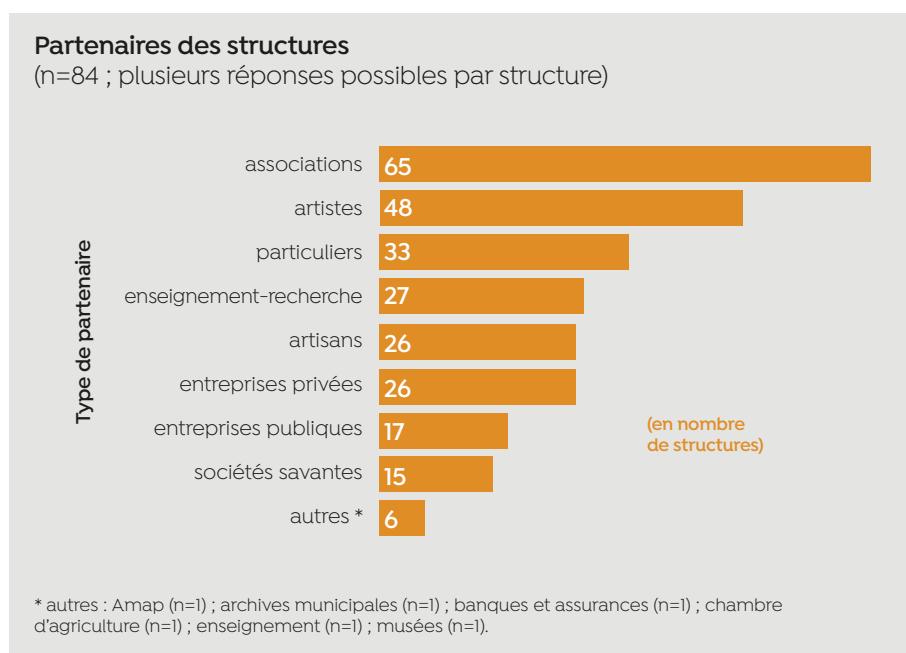
Parmi les associations, on dénombre aussi les réseaux en lien avec le tourisme, portés à une échelle plus locale telle que l'Écopôle – CPIE Pays de Nantes, labellisés CPIE qui repose sur les valeurs de l'écologie et de la solidarité qui prennent la forme ou le Pôle nature Charente maritime à l'échelle mettant en valeur 14 sites à l'échelle du département. Enfin, les outils tels que Pass'Lorraine ou la participation à des Comités de pilotage scientifiques peuvent devenir des prétextes de revendication d'un fonctionnement en réseau.

E.4. Partenariats

Les écomusées et les musées de société multiplient leurs partenaires. 95 % des répondants à l'enquête conduisent au moins un partenariat au cours de l'année 2017. La sphère privée constitue le principal terrain d'échanges des écomusées et musées de société. Une majorité d'établissements travaillent en coopération avec le tissu associatif et plus de la moitié avec des artistes. Les particuliers sont aussi intégrés en tant que partenaires à part entière pour 2/5 des structures, tout comme l'enseignement supérieur et la recherche, ce qui corrobore les données précédemment commentées sur la recherche (cf. page 53).

Les partenariats contractés sont à mettre en lien avec les activités organisées au cours de l'année. Les associations sont sollicitées lors de leurs événements (associations qui valorisent les techniques et savoir-faire locaux, associations de quartier...). Les particuliers s'investissent lors des collectes de témoignages ou d'objets. Les artisans enfin interviennent dans les ateliers voire dans la mise en œuvre des expositions.

Les partenaires moins convoqués, tels que les artisans et les entreprises privées sont tout de même cités par près d'un tiers des répondants chacun. On retrouvera ces partenaires en tant que participants aux événements ou encore en tant qu'intervenants dans des ateliers. Enfin, 1/5 des établissements est en partenariat avec une entreprise et près de 1/5 l'est avec une société savante, activité davantage liée au travail sur la conservation et la valorisation des collections.



E.5. Appels à projets

Les appels à projets mobilisent peu les écomusées et les musées de société. 22 structures formulent une réponse à au moins un appel à projet au cours de l'année. On peut y lire en creux une problématique de ressources humaines ou de compétences : activité souvent chronophage pour monter des dossiers complexes ; non priorisation sur ce type d'interventions, potentiellement perçues comme descendantes ou contraignantes. Ce sont souvent les structures d'une certaine taille, plus aguerries ou disposant de personnel suffisant qui y répondent.

Parmi elles, 12 structures s'inscrivent dans des appels à projets régionaux qui suivent des axes d'aménagement et de développement du territoire à travers le Contrat Ambition Région (CAR) mis en place par la Région Auvergne-Rhônes-Alpes, les Projets Exploratoires Premier Soutien (PEPS) dont le CNRS est moteur (écomusée de l'Avesnois). Les axes convoquent également la formation régionale des bénévoles, mais aussi des dispositifs d'accueil en résidence d'artiste contemporain en milieu rural (Écomusée des Monts d'Arrée), sur les thèmes valorisation du patrimoine, culture et lien social et politique de la ville (maison de la Banlieue et de l'Architecture).

Les appels à projets nationaux, auxquels répondent 10 structures, émanent principalement du ministère de la Culture à travers l'opération d'éducation artistique et culturelle « La Classe, l'œuvre », (n=3) ou le parcours d'éducation artistiques et culturels « C'est mon patrimoine » (ministère de la Culture et ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation).

Le ministère de la Culture propose aussi des appels à projets concernant les labellisations dont « Le musée sort de ses murs » qui récompense les actions menées dans les lieux publics distincts de l'espace muséal (n=3) ou le label « exposition d'intérêt national » qui distingue « les expositions remarquables tant par leur qualité scientifique que par le caractère innovant des actions de médiation culturelle qui les accompagnent. »

Les réponses à des appels à projets européens concernent 2 établissements, positionnés sur un projet Leader (Écomusée du Montmorillonnais) et le label « Année européenne du patrimoine culturel » (musée de la Musique mécanique).

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

L'enquête « Écomusées et musées de société » réalisée par l'Ocim en coopération avec la Fems sur cette famille d'acteurs, permet d'identifier les spécificités propres à ces institutions. Les configurations structurelles et fonctionnelles semblent en effet souvent éloignées des cadres classiques proposés par l'observation et révèlent des pratiques propres au domaine. Parmi les principales tendances relevées en 2017, on peut notamment identifier :

o Des spécificités intrinsèques à la famille :

- **diversité des acteurs.** Si la plupart des structures (7/10) se reconnaissent dans les notions d'écomusées ou de musées de société, celles-ci regroupent des configurations très variées. La présente enquête englobe les centres d'interprétation, musées historiques, centres culturels et de mémoire... Parmi elles, les structures qui n'ont pas l'appellation « Musée de France » représentent 1/3 de l'échantillon.

- **implication scientifique dans la discipline anthropologie-ethnologie.** Ce domaine de recherche majeur dont font part 7/10 des structures s'inscrit dans la conception même de cette famille, dont les collections ne sont pas exclusivement matérielles et où l'objet est inscrit au second plan. Paradoxalement, l'activité de recherche est à mettre en parallèle avec une activité conséquente liée aux collections, importante au-delà des activités de fond telles que la conservation-restauration. Ainsi, la mise en œuvre de collectes d'objets est courante.

- **coopération avec les habitants.** La notion de participatif largement diffusée est perceptible au travers des différentes activités. Cette coopération est directement liée avec la constitution d'un patrimoine immatériel (témoignages, transmission de savoir-faire). D'autre part, elle implique les écomusées et les musées de société dans une démarche d'études ethnographiques dans l'expertise de ses objets et des savoirs et à travers les différents projets co-construits avec la population locale. À ce titre, elle positionne ces institutions comme un témoin de l'évolution de l'homme et de la société.

o Des spécificités structurelles :

- **importante féminisation des fonctions de direction.** Observée au sein des directions à hauteur de 7/10 des structures, la part de femmes en tête des structures est significative. Sommes-nous prêts à faire le constat que les postes de directions s'ouvrent davantage aux femmes ou bien cette fonction n'est-elle plus attractive pour les hommes ?

- **forte présence des personnels de « soutien »,** notamment des **bénévoles**. Présents au même niveau que les contrats permanents et contrats à durée déterminée réunis, les bénévoles représentent la moitié des personnels des écomusées et musées de société.

L'investissement de la population s'observe aujourd'hui encore malgré une professionnalisation de ces structures.

- **professionnalisation du secteur.** L'étude révèle qu'à la direction des écomusées et des musées de société figurent 37 % de conservateurs.trices du patrimoine, majoritairement issus de la formation nationale dispensée par l'INP. Par ailleurs, un quart a obtenu le concours d'attaché.e territoriale du patrimoine.

- **développement durable et économie sociale et solidaire.** Les écomusées et les musées de société s'inscrivent comme des précurseurs de ces engagements en préservant à la fois les techniques et les transmissions pour les générations à venir et en mettant au goût du jour des pratiques oubliées. Par ailleurs, l'investissement dans des réseaux tels que France Nature Environnement montre leurs préoccupations de l'humain sur son environnement.

o Des spécificités d'activités

1,5 millions de visiteurs se rendent en 2017 dans les structures des 85 répondants. Plus de la moitié des structures accueillent moins de 10 000 visiteurs en 2017.

- **des outils de médiation tournés vers le numérique et le ludique.** Fidèles à une démarche tournée vers ses publics, la moitié des écomusées et des musées de société imaginent désormais des outils numériques pour faciliter la compréhension de leurs expositions et enrichir leurs actions de médiation. Aussi, une majorité d'outils convergent vers le jeu, outil le plus utilisé derrière l'outil numérique. Ce type d'outils permet de diversifier l'approche des collections et encourage la venue d'un public familial majoritairement ciblé par les structures (68 % le positionnent dans l'un des trois publics prioritaires sur une échelle de 8).

- **événements et festivités.** Parmi les événements particulièrement suivis par les répondants figurent les fêtes et festivals, en troisième position après les événements nationaux et européens ainsi que les conférences et débats. Réels marqueurs identitaires, rassembleurs et initiateurs de rencontres, ils appuient le rôle social de cette famille d'acteurs.

- **partenariats privilégiés.** Le taux d'établissements ayant répondu qui contracte en 2017 un partenariat avec au moins une structure extérieure s'élève à 95 %, soit la quasi-totalité des établissements. Les partenariats associatifs (près de 8/10 des structures), artistiques (56 %) et universitaires sont privilégiés par les structures. Le maillage territorial est également perceptible à travers les réseaux locaux constitués en lien avec les spécificités des structures, auxquels adhèrent 27 % des structures.

Ces relations confirment d'une part l'ouverture de ces institutions, y compris à la sphère privée, et d'autre part leur investissement dans la recherche, fidèle à la notion de « musée-laboratoire ». Les particuliers qui interviennent pour 39 % des structures soulignent le caractère inclusif de ces établissements.

- **proximité avec le secteur touristique.** Les labellisations Qualité tourisme sont omniprésentes. La proximité des écomusées et des musées de société avec le secteur touristique s'observe au regard des labels détenus. Par ailleurs, la possession d'une boutique physique par la quasi-totalité des structures sur leurs lieux d'accueil rend compte de ce phénomène.

- **productions du terroir.** Les structures sont nombreuses à présenter un espace boutique. Plus spécifiquement, presque 1/3 des répondants vendent des produits directement issus de productions réalisées sur place ou issus de productions locales (produits de l'agriculture, de l'artisanat etc). Les circuits courts et la valorisation des produits issus du terroir aujourd'hui valorisées dans des logiques d'économie sociale et solidaire, dont elles partagent les valeurs depuis ses prémisses, restent garanties.

Perspectives

Ainsi, les écomusées et les musées de société sont garants d'un modèle singulier de conception de la muséologie, construit sur des bases amenées à s'adapter à leurs publics qui œuvrent aussi en tant qu'acteurs. En presque 50 ans d'existence, leur démarche a pu s'élargir, s'inscrivant dans des partenariats proches des acteurs du tourisme ou de la notion d'économusée qui traduisent la manière dont ces musées contribuent à la valorisation du territoire dans sa dimension économique. Les évolutions concernent aussi l'appropriation par les structures des principaux réseaux sociaux et dispositifs numériques dans les expositions.

Cette enquête présente aussi la richesse apportée par les structures muséales du réseau à la conservation et la diffusion des savoirs, savoir-faire, produits anciens et souvent oubliés. Ces collections, compétences et savoir-faire, entre autres, mériteraient dans un futur proche, un approfondissement qui permette d'identifier davantage ces « niches culturelles et économiques afin de mieux les faire connaître : une des grandes missions de conservation et de diffusion de nos structures pour les générations futures. »

À la fois garantes de l'identité d'un territoire et vectrices d'ouverture à l'autre, les structures restent fidèles à leurs valeurs originelles que sont la transmission, la participation des publics, la valorisation d'un territoire qui se recoupe avec de nouvelles valeurs telles que le développement durable, la mise en débat ou l'intégration de la notion d'économie sociale et solidaire portées par le réseau Fems.

Cette étude permet également de révéler quelques points de tension existants. En premier lieu, il est intéressant de remarquer la fragilité des postes de directions et des responsables de ces structures. Bien que 37 % aient le grade des conservateur.trices, au regard des autres familles d'acteurs comme celles des musées des Beaux-arts ou des muséums, cela semble un faible pourcentage. Rappelons que plus de 2/3 sont des « Musées de France ». De même 1/4 des acteurs occupant les postes à responsabilités et d'encadrement des personnes sont recrutés sur le grade d'assistant.e du patrimoine. Ainsi, ces professionnel.le.s engagé.e.s dans des activités au sein de leur métier travaillent au-delà de leurs tâches statuaires.

En second lieu, l'enquête confirme que plus de 4/5 des structures fait appel à des bénévoles, certaines étant tenues exclusivement par des bénévoles et/ou des contrats précaires. Dans le contexte de mutation et de restriction budgétaire actuel, que deviendront ces institutions sur le long terme ?

En dernier lieu, nous pourrions également questionner la place du bénévolat. Il est incontestable que le bénévolat est indispensable et témoigne d'une démarche de citoyenneté et d'engagement des populations sur le territoire. Mais à partir du moment où le bénévolat remplace le salarié, gardons-nous les mêmes valeurs ? En lien avec le nombre des bénévoles (559 pour 69 répondants) présents aujourd'hui dans les structures et institutions muséales de la Fems, la question du bénévolat nous semble être à la fois une force et un témoin d'une fragilité. Ultérieurement, il serait intéressant de pouvoir réaliser une étude pour approfondir cette thématique.

Les écomusées et les musées de société sont des structures qui restent modestes dans leurs ressources pour valoriser des spécificités territoriales ou régionales dans une société mondialisée mais elles témoignent, par leurs valeurs et leurs actions, d'un engagement à la fois pour la société en cours de mutation et d'une évolution constante et réflexive d'une communauté de professionnel.le.s.

ÉCOMUSÉES ET MUSÉES DE SOCIÉTÉS 2017

FONCTIONNEMENT, ACTIONS ET DYNAMIQUES

L'Ocim et la Fems (Fédération des écomusées et des musées de société) s'associent pour la première fois, afin de mener ensemble une étude sur cette famille d'acteurs. Cela fait suite à la Journée d'études « Quelle gouvernance pour les musées ? » co-organisée par l'Ocim et la Fems en novembre 2018 à Paris.

L'étude 2017 se présente sous la forme d'un panorama actualisé des chiffres des écomusées et des musées de société et permet de mieux percevoir les missions et enjeux actuels de ces acteurs.

Présentée à l'occasion des 16^{es} Rencontres professionnelles de la Fems à Grenoble en mars 2019 et disponible sur les sites de la Fems et de l'Ocim, l'enquête constitue un outil d'appréciation d'indicateurs dont peuvent s'emparer les structures sondées et les partenaires de ces structures.